

CODE DE CONDUITE ANTICORRUPTION (français) page 2

CODE OF CONDUCT ANTI-CORRUPTION (English) page 12

CÓDIGO DE CONDUCTA ANTICORRUPCIÓN (Español) página 22

VERHALTENSKODEX ZUR KORRUPTIONSBEKÄMPFUNG (Deutsch) Seite 32

ΚΩΔΙΚΑΣ ΔΕΟΝΤΟΛΟΓΙΑΣ - ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΔΙΑΦΘΟΡΑΣ (Ελληνικά) σελίδα 42

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE (Română) pagină 53

GEDRAGSCODE TEGEN CORRUPTIE (Nederlands) bladzijde 63

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE (Italiano) pagina 73

SOMMAIRE

1	Le mot du Président	3
2	Le contexte légal national et international	4
3	Objet et application.....	4
4	Définitions	5
5	La prévention de la corruption est l'affaire de tous.....	7
6	Cadeaux et invitations	7
7	Le dispositif d'alerte	9
8	Communication & formation des collaborateurs.....	10
9	Mise à jour des risques.....	11

1 LE MOT DU PRESIDENT



Le groupe Circet déploie ses activités en France et à l'étranger tout en s'appuyant sur un ensemble de valeurs, principes, normes, règles, standards et directives, visant à un comportement respectueux envers les personnes et l'environnement et permettant une conduite éthique des affaires.

Le présent Code de Conduite énonce les principes à mettre en œuvre en matière de prévention contre la corruption et le trafic d'influence pour respecter ces valeurs dans le cadre de nos activités. Il représente nos engagements et nos attentes envers chacun de nos collaborateurs, internes ou externes, servant de référence pour toute personne travaillant pour le compte de notre groupe.

Le groupe Circet interdit toute forme de corruption ou de trafic d'influence, qu'il s'agisse de donner ou de recevoir, partout où il opère, tant par ses propres employés que par tout agent ou partenaire commercial agissant en son nom et pour son compte. Il s'agit non seulement pour chacun des collaborateurs du groupe d'adopter un comportement irréprochable, mais également de promouvoir une tolérance zéro vis-à-vis de la corruption dans le cadre de ses activités, en France et à l'étranger.

La diffusion de ce Code de Conduite et des valeurs et principes qu'il reflète repose sur la responsabilité de chacun des managers du groupe, afin d'en assurer le respect.

Le Comité exécutif et moi-même comptons sur chacune et chacun d'entre vous pour appliquer ce Code de Conduite dans le cadre de nos activités et ainsi promouvoir notre politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Philippe LAMAZOU, Président

2 LE CONTEXTE LEGAL NATIONAL ET INTERNATIONAL

La lutte contre la corruption dépasse les frontières propres à chaque pays : c'est ainsi que certains pays ont adopté des lois ayant des effets extraterritoriaux, c'est-à-dire qui s'appliquent au-delà de leurs propres frontières.

C'est le cas en France avec la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de l'économie, dite "Sapin II" entrée en vigueur au 1^{er} juin 2017 qui s'applique aux infractions commises en France ou à l'étranger. Avec Sapin II, la France affiche clairement sa volonté de lutter contre la corruption et le trafic d'influence en France et à l'étranger. Et les entreprises, en tant qu'acteurs nationaux et internationaux, s'inscrivent dans cette lutte en mettant en place des mesures préventives.

C'est également le cas à l'international : certains pays ont adopté des lois anticorruptions ayant une portée extraterritoriale tels que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne :

- Etats-Unis : « *Foreign Corrupt Practices Act* » (FCPA) of 1977 : cette loi s'applique aux ressortissants ou résidents des États-Unis, mais aussi aux personnes morales ou physiques qui utilisent des moyens de communication ou de paiement impliquant un transit par les États-Unis ou dont il est établi qu'elles ont été impliquées dans une infraction ;

- Grande Bretagne : « *United Kingdom Bribery Act* » (UKBA) of 2010 : cette loi contient des règles permettant, sous certaines conditions, de poursuivre des personnes étrangères pour des actes commis à l'étranger et qui est applicable aux sociétés étrangères exerçant tout ou partie de leurs activités au Royaume-Uni.

Le présent Code de Conduite anticorruption ne traite pas de toutes les réglementations locales applicables qui peuvent être plus restrictives. Il s'applique en tant que règles minimales. Si les réglementations locales sont plus restrictives que les dispositions du présent Code, ces premières prévaudront.

3 OBJET ET APPLICATION

Le groupe ne tolérera pas la corruption sous quelque forme que ce soit. Tout employé et toute personne associée au groupe doit avoir un comportement irréprochable et respecter le Code de Conduite. Il s'applique à l'ensemble des dirigeants, mandataires sociaux et personnels permanents (employés en CDI) et occasionnels (stagiaires, CDD, contrats de professionnalisation, travailleurs intérimaires, prestataires agissant au nom ou pour le compte du Groupe) du groupe (ci-après le(s) « Collaborateur(s) »).

Cette politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence vise à donner à tous les Collaborateurs du groupe un cadre à suivre dans la conduite de leurs activités et des comportements quotidiens à adopter ainsi que ceux à proscrire car ils peuvent caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence. Elle doit constituer un guide pour tous les collaborateurs du groupe en leur

CODE DE CONDUITE - ANTICORRUPTION

fournissant des connaissances sur les pratiques requises et en leur expliquant comment agir en conformité avec ces principes.

Aucun Collaborateur ne doit offrir, promettre ou donner un pot-de-vin pour quelque raison que ce soit et aucun Collaborateur ne doit demander, accepter ou recevoir un pot-de-vin. Tout Collaborateur qui a personnellement connaissance d'un tel comportement dans le cadre des activités de l'entreprise doit le signaler immédiatement à son responsable hiérarchique.

Tout manquement à ce Code de Conduite par un Collaborateur du groupe pourra donner lieu à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement, telles que décrites dans les règlements internes à chaque entité du groupe dont il relève, et le cas échéant, la destitution des mandats sociaux, sans préjudice des éventuelles sanctions civiles ou pénales.

Tout Collaborateur du groupe, de ses filiales et de toute entreprise commune ou société de personnes sous le contrôle du groupe doit suivre ce Code de Conduite.

Toutes les personnes associées, y compris les contractants ou les consultants et leur personnel, qui sont nos agents ou fournissent des services au nom ou pour le compte du groupe, par l'externalisation de services, de processus ou de toute activité commerciale, seront tenues d'agir conformément au Code de Conduite lorsqu'ils agissent au nom ou pour le compte du groupe. Les contractants ou les consultants seront informés de l'existence du Code de Conduite tel qu'il s'applique à notre personnel dans leurs relations avec eux.

4 DÉFINITIONS



Corruption

La corruption, c'est lorsqu'une personne se voit offrir, promettre ou donner un avantage financier ou autre, pour l'encourager à exercer sa fonction ou ses activités de manière inappropriée, ou pour la récompenser pour avoir agi ainsi. La corruption peut également résulter dans le fait de solliciter ou simplement accepter, elle est alors dite passive.

Exemple d'acte de corruption active : offrir une invitation *all inclusive* pour un voyage entièrement payé à un client et sa famille afin d'obtenir un contrat avec ce client.

Exemple d'acte de corruption passive : demander à un sous-traitant de recevoir ou accepter de recevoir une carte carburant mensuelle de 50 € pour le choisir lui plutôt qu'un autre.

Un acte de corruption peut être :

- actif ou passif ;
- commis par ou avec un agent public ou un particulier ;
- directement par un Collaborateur ou par un intermédiaire.

Certains actes ou comportements sont liés à la corruption, tout en étant considérés comme des infractions à part entière selon la plupart des lois locales. C'est le cas par exemple du trafic d'influence, du conflit d'intérêt ou du paiement de facilitation.

Trafic d'influence

Le trafic d'influence est assimilé à l'acte de corruption, à la différence qu'il constitue à user de l'influence dont dispose un acteur public (sens large) pour qu'un autre décideur prenne une décision.

Exemple de trafic d'influence : offrir un cadeau d'une valeur non négligeable à un représentant d'une collectivité territoriale afin qu'il use de son influence pour obtenir des parts de marché.

Conflit d'intérêt

Un conflit d'intérêt existe lorsque l'intérêt personnel d'un Collaborateur est susceptible d'influencer sa décision et d'interférer avec les intérêts du groupe en influençant l'exercice indépendant, impartial et objectif de ses fonctions.

Exemple de conflit d'intérêt : le conducteur de travaux qui fait surfacturer le prestataire un service rendu pour le groupe et obtient en échange des prestations à titre personnel ou un reversement de fonds.

Paiement de facilitation

C'est le paiement de petites sommes versées de manière non officielles pour faciliter des procédures.

Exemple de paiement de facilitation : un prestataire de service sollicite le versement de petits montants pour assurer les services ou le versement de petites sommes à un agent de la mairie pour obtenir un permis plus facilement.

Ces agissements sont interdits en France et dans de nombreux pays : les Collaborateurs ne doivent pas accepter de verser des paiements de facilitation.

Mécénat et parrainage (sponsoring en anglais)

Le mécénat consiste à apporter un soutien (financier ou matériel) pour servir une cause d'intérêt général sans contrepartie ; le parrainage se distingue par la contrepartie, souvent une visibilité ayant un intérêt commercial.

Ces canaux sont autorisés sous réserve de respecter les lois locales applicables, d'être préalablement autorisés par la direction et sous réserve qu'ils ne permettent pas de déguiser des actes de corruptions ou trafic d'influence ou actes similaires.

5 LA PREVENTION DE LA CORRUPTION EST L'AFFAIRE DE TOUS



Le groupe attend de chacun de ses Collaborateurs qu'il reflète, par son comportement et sa prise de décision, son engagement à respecter toutes les règles applicables en matière de prévention et de lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Les règles internes décrites dans ce guide constituent un minimum de règles obligatoires.

En cas de violation de ce Code de Conduite anticorruption, la personne concernée pourra faire l'objet de sanctions disciplinaires prévues par la politique interne de l'entité juridique, ou tout document équivalent.

6 CADEAUX ET INVITATIONS

Les cadeaux et les invitations font partie de la relation d'affaires et doivent respecter certaines règles afin de prévenir les abus conduisant à la corruption et le trafic d'influence.

En règle générale, les cadeaux ou services offerts par un employé, un dirigeant ou un agent représentant une entité du groupe ne doivent jamais dépasser une valeur que le destinataire pourrait être amené à rendre. Le cadeau ou l'invitation ne doit pas être offert dans le but d'influencer une décision. De manière générale, il faut faire appel à son bon sens et prendre en compte les circonstances. Chaque collaborateur se doit d'être vigilant.

En plus de s'assurer que la remise du cadeau ou de l'invitation n'est pas interdite par le Code de Conduite, le cadeau ou l'invitation doit être autorisé(e) par la loi locale applicable.

Points d'attention : les points suivants sont des points qui doivent vous alerter :

- Les cadeaux ne doivent jamais être offerts en secret. ✘
- L'argent ne doit jamais être offert comme un cadeau.
- Au moment d'offrir un cadeau, la situation économique du destinataire doit toujours être prise en compte et un cadeau ne doit jamais dépasser la capacité de remboursement du destinataire.
- N'offrez jamais de cadeaux lorsque vous soumissionnez pour un contrat ou à n'importe quel stade d'un appel d'offres.
- Les divertissements tels que les invitations à dîner doivent refléter la situation économique du destinataire et doivent être dans un cadre moral acceptable.
- Les voyages et les déplacements professionnels doivent toujours avoir un but professionnel légitime, ils ne doivent pas être d'ordre privé et ne doivent jamais être offerts en secret.

Illustrations

Une entreprise cliente vous invite à un événement pour célébrer le 50^e anniversaire de son existence. D'autres personnes de la même profession sont également invitées, ainsi que des fonctionnaires. *Pouvez-vous accepter l'invitation ?*



OUI, pensez à avertir votre responsable et à conserver une preuve de votre participation à l'événement en cas de question.

Illustrations

A l'approche des fêtes de fin d'année, un prestataire souhaite vous offrir une enveloppe contenant une somme en espèce. *Pouvez-vous accepter ce cadeau ?*



NON, l'argent ne doit pas être offert comme un cadeau.


Illustrations

Un sous-traitant vous propose une carte carburant mensuelle en échange de l'octroi d'un contrat. *Pouvez-vous accepter ce cadeau ?*



NON, de même que dans l'exemple de corruption passive, le fait que cette carte cadeau soit proposée par le sous-traitant ne rend pas le geste acceptable.

7 LE DISPOSITIF D'ALERTE




Si j'assiste à un acte de corruption, comment je fais ?

Tout Collaborateur est encouragé à faire part des faits dont il a eu personnellement connaissance concernant un problème de corruption, trafic d'influence ou actes similaires le plus tôt possible à son responsable hiérarchique ou au responsable du chantier/du contrat (pour un collaborateur externe). Il est important d'en informer le responsable le plus rapidement possible.

Tout rapport de ce type fera l'objet d'une enquête approfondie et rapide. L'alerte ainsi donnée doit être de bonne foi et la divulgation doit être désintéressée.

Si les faits dont le Collaborateur a eu personnellement connaissance sont portés sur votre responsable hiérarchique ou responsable de chantier/ou contrat (pour un collaborateur externe), vous pouvez prendre contact avec le responsable conformité (voir dans la partie 7).



Et si cela concerne mon supérieur hiérarchique ?

Un lien est également mis à disposition sur le site internet du groupe pour transmettre lesdits faits dont le Collaborateur a eu personnellement connaissance.

Les Collaborateurs et les personnes associées seront tenus de prêter leur concours à toute enquête sur des actes de corruption présumés.

Les Collaborateurs soupçonnés de corruption, de trafic d'influence ou actes similaires peuvent être suspendus de leurs fonctions pendant la durée de l'enquête. L'entité invoquera ses procédures disciplinaires lorsque l'acte de corruption, de trafic d'influence ou acte similaire sera avéré, pouvant aller jusqu'à un licenciement.

L'entité du groupe peut résilier les contrats de toute personne associée, y compris les consultants ou autre personne associée qui agissent pour ou au nom ou pour le compte de l'entité, qui sont reconnus avoir enfreint ce Code de Conduite.

CODE DE CONDUITE - ANTICORRUPTION

L'entité peut également signaler tout problème aux autorités compétentes. L'entité fournira toute l'assistance nécessaire aux autorités compétentes pour toute poursuite ultérieure.

L'entité s'engage à ce que l'alerte lancée de bonne foi et de manière désintéressée n'expose l'auteur de l'alerte à aucune sanction disciplinaire, même si les faits s'avèrent par la suite inexacts ou ne donnent lieu à aucune suite. A l'inverse, en cas de mauvaise foi caractérisée et d'intention de nuire, le lanceur d'une alerte abusive s'expose à des sanctions disciplinaires ainsi qu'à des poursuites judiciaires le cas échéant.

LANCER UNE ALERTE

Pour résumer, le lanceur d'alerte ne peut être tenu responsable pénalement de la divulgation des faits entrant dans le cadre suivant :

- il doit s'agir d'une alerte lancée en son nom en tant que personne physique ; a contrario une personne morale ne peut pas user du dispositif : par exemple une société ne peut pas user du dispositif ;
- il a personnellement eu connaissance des faits ;
- il est de bonne foi ;
- il divulgue ces faits de manière désintéressée.



Ces règles s'appliquent à minima. Certaines entités peuvent prévoir des règles plus spécifiques.

8 COMMUNICATION & FORMATION DES COLLABORATEURS

Ce Code de Conduite est communiqué aux Collaborateurs afin de promouvoir la politique de lutte contre la corruption du groupe. Il est attendu de chaque Collaborateur qu'il prenne connaissance du Code de Conduite ainsi que des comportements à proscrire et qu'il participe aux formations organisées au sein de son entité d'appartenance.

9 MISE A JOUR DES RISQUES

Le groupe a établi des procédures détaillées de gestion des risques pour prévenir, détecter et interdire la corruption ou le trafic d'influence. Le groupe procédera régulièrement à des évaluations des risques pour chacune de ses principales activités commerciales et identifiera les domaines à haut risque. Les Collaborateurs peuvent être amenés à contribuer à ces évaluations des risques de corruption ou actes assimilés.

Un responsable conformité a été désigné, Monsieur Franck Lavalloir, directeur général délégué du groupe.

Le responsable de la conformité contrôlera l'efficacité et examinera la mise en œuvre de cette politique, en examinant régulièrement son adéquation et son efficacité. Toute amélioration identifiée sera apportée dès que possible. Les systèmes et procédures de contrôle interne feront l'objet d'audits réguliers afin de fournir l'assurance qu'ils sont efficaces dans la lutte contre la corruption.

Vous êtes invités à faire des commentaires sur ce Code de Conduite et à suggérer des moyens de l'améliorer. Les commentaires, suggestions et questions doivent être adressés à Monsieur Franck Lavalloir à l'adresse email suivante : complianceofficer@circet.com avec en objet « **suggestion Code de Conduite** ».

CONTENTS

1	Message from the CEO	13
2	The national and international legal context	14
3	Purpose and application	14
4	Definitions	15
5	Preventing bribery is everyone's business	17
6	Gifts and invitations.....	17
7	Whistleblowing mechanism	19
8	Communication and Employee training.....	20
9	Risk assessment.....	21

1 MESSAGE FROM THE CEO



The Circet group operates in France and abroad based on a set of values, principles, norms, rules, standards, and directives aimed at ensuring a responsible behavior towards people and the environment and driving our business ethically.

This Code of Conduct sets out the principles to implement to prevent bribery and influence peddling and ensure we comply with these values in carrying out our activities. It represents our commitments and expectations in respect to both our in-house employees and external collaborators, and acts as a reference for anyone working on behalf of the group.

The Circet group does not tolerate any form of bribery or influence peddling, either given or received, wherever it operates, perpetrated either by its own employees or any agent or commercial partner acting in its name and on its behalf. For group employees, it is not only about behaving impeccably themselves, but also promoting a culture of zero tolerance of bribery, both in France and abroad.

All group managers are responsible for disseminating this Code of Conduct and the values and principles it reflects, in order to ensure compliance.

The Executive Committee and I are counting on each and every one of you to apply the Code of Conduct to drive our activities and to promote our policy of preventing bribery and influence peddling.

Philippe Lamazou, Chief Executive Officer

2 THE NATIONAL AND INTERNATIONAL LEGAL CONTEXT

Preventing bribery extends beyond national borders, which is why a number of countries have adopted laws with extraterritorial effects, i.e. which apply outside their own borders.

This is the case in France, with the law on transparency, preventing bribery and modernizing the economy, known as the "Sapin II" Act, which came into effect on June 1st, 2017 and applies to offenses committed either in France or abroad. The Act clearly establishes France's determination to fight bribery and influence peddling both at home and in other countries. As national and international actors, businesses can contribute to these efforts by implementing preventive measures.

It is also the case internationally: some countries, such as the United States or Great Britain, have adopted laws to prevent bribery that are extraterritorial in scope.

- United States: "*Foreign Corrupt Practices Act*" (FCPA) of 1977: this Act applies to United States nationals or residents, but also to legal entities or natural persons who use communications or payment methods that transit through the United States, or where it is established that they have been involved in an offense;

- United Kingdom: "*United Kingdom Bribery Act*" (UKBA) of 2010: the Bribery Act sets out rules, under certain conditions, for prosecuting foreigners for acts committed abroad, and is applicable to foreign companies operating fully or partially in the United Kingdom.

This Code of Conduct on preventing bribery does not deal with all the applicable local regulations, which may be more stringent but rather outlines a set of minimum rules. Local regulations must prevail where they are more stringent than the provisions of this Code.

3 PURPOSE AND APPLICATION

The group will not tolerate bribery in any form whatsoever. All employees and everyone associated with the Group must behave impeccably and comply with the Code of Conduct. It applies to all group senior managers, corporate officers, permanent (employees on permanent contracts) and casual staff (interns, staff on fixed-term contracts, training contracts, temporary workers and service providers acting in the name or on behalf of the Group) (hereinafter referred to as the "Collaborator(s)").

This policy on preventing bribery and influence peddling aims at giving all group Collaborators a framework to guide them in carrying out their activities and the day-to-day behaviors they should adopt and those to avoid, on the grounds that they could constitute acts of bribery or influence peddling. It should act as a guide for all group Collaborators, by providing them with information on the practices they are required to follow and explaining how they should act in accordance with these principles.

CODE OF CONDUCT ANTI-CORRUPTION

Collaborators must not offer, promise or give a bribe for any reason whatsoever, or request, accept or receive one. Any Collaborator who has personal knowledge of such behavior in the course of the company's activities must report it immediately to their line manager.

Any breach of this Code of Conduct by a group Collaborator may result in disciplinary sanctions. Sanctions could lead to a dismissal as described in the internal regulations of the group entity to which they belong and, if applicable, their removal from their position as a corporate officer, without prejudice to any civil or criminal sanctions that may apply.

Any Collaborator of the group, its subsidiaries or any joint business or partnership under the control of the group must comply with this Code of Conduct.

All associates, including contractors or consultants and their staff, acting as our agents or providing services in the name or on behalf of the group under outsourcing arrangements for services, processes or any commercial activities, will be obliged to act in accordance with the Code of Conduct when they are acting in the name or on behalf of the group. Contractors or consultants will be informed of the existence of the Code of Conduct as it applies to our staff in their relationship with them.

4 DEFINITIONS



Bribery

Bribery occurs when someone is offered, promised or given a financial or other benefit, to encourage them to carry out their duties or activities in an inappropriate way, or to reward them for having done so. Bribery can also occur if someone asks for or simply accept some kind of benefitor, in which case it is described as 'passive'.

Example of active bribery: offering a client and their family an all-inclusive, expenses paid trip to win a contract with the client.

Example of passive bribery: asking a subcontractor for or accepting to receive from a subcontractor a €50 monthly fuel card to choose them rather than someone else.

Bribery can be:

- Active or passive;
- Committed by or with a public official or private individual;
- Committed directly by a Collaborator or through an intermediary.

CODE OF CONDUCT ANTI-CORRUPTION

Certain acts or behaviors can be linked to bribery, all while being viewed as separate offenses under most local laws. Examples include influence peddling, conflicts of interest, or facilitation payments.

Influence peddling

Influence peddling is similar to bribery, except it involves using the influence exercised by a public actor (in the broad sense of the term) to urge another decision-maker to make a particular choice.

Example of influence peddling: offering a gift of significant value to a representative of a local deputy so that they use their influence to gain market share.

Conflict of interests

A conflict of interests exists when a Collaborator's personal interests are likely to influence their decision and interfere with the Group's interests, by influencing the independent, impartial, and objective exercise of their duties.

Example of conflict of interests: a site manager who has a service provider overbilled a service provided to the group and receives services for their personal use or an amount of money in exchange.

Facilitation payment

Facilitation payments are small sums paid unofficially to facilitate administrative procedures.

Example of facilitation payment: a service provider asks to be paid small sums of money to provide services, or the payment of small sums to a town hall official to get a permit more easily.

These transactions are prohibited in France and many other countries: Collaborators must not agree to any facilitation payments.

Patronage and sponsoring

Patronage consists of providing financial or practical support to serve a public-interest cause with nothing given in return; sponsoring involves consideration, often a level of visibility with a commercial interest attached.

Both of these are permitted, subject to compliance with the applicable local laws, and provided they are authorized in advance by management and they do not hide acts of bribery, influence peddling, or similar actions.

5 PREVENTING BRIBERY IS EVERYONE'S BUSINESS



The group expects all of its Collaborators to behave and act in compliance with the applicable rules to prevent and fight both bribery and influence peddling. The guide constitute a minimum set of rules.

In the event of a breach of the Code of Conduct on preventing bribery, the person concerned may be subject to disciplinary sanctions as provided in the internal policy of the relevant legal entity, or any equivalent document.

6 GIFTS AND INVITATIONS

Gifts and invitations are part of business relationships, and must respect the rules to prevent misuse that could result in bribery and influence peddling.

As a general rule, gifts or services offered by an employee, director or agent representing a group entity must never exceed a value that the recipient could not be asked to repay. A gift or invitation must not be offered for the purpose of influencing a decision. In general terms, you should use your common sense and assess the circumstances. All Collaborators must be vigilant.

As well as checking that the gift or invitation is not prohibited by the Code of Conduct, it must be permitted under the applicable local laws.

Points to note: the following points should raise your attention

- Gifts must never be offered in secret.
- Money must never be offered as a gift.
- When offering a gift, the recipient's economic situation must always be taken into account and the gift should never exceed their ability to repay its value.
- Never offer gifts when you are bidding for a contract or at any stage of an invitation to tender.
- Offers of entertainment, such as a dinner invitation, must reflect the recipient's economic situation and operate within an acceptable moral framework.
- Trips and business travel must always have a legitimate business purpose; they must not be personal in nature and must never be offered in secret.



CODE OF CONDUCT ANTI-CORRUPTION

Examples

A business customer invites you to an event to celebrate the company's 50th anniversary. Other people from the same field have also been invited, along with a number of civil servants. *Can you accept the invitation?*



YES, but let your manager know and keep some kind of evidence of your attendance at the event in case a question arises.

Examples

Holiday season is approaching and a service provider wants to offer you an envelope containing a sum of money in cash. *Can you accept this gift?*



NO: money cannot be accepted under any circumstances, even as a gift.

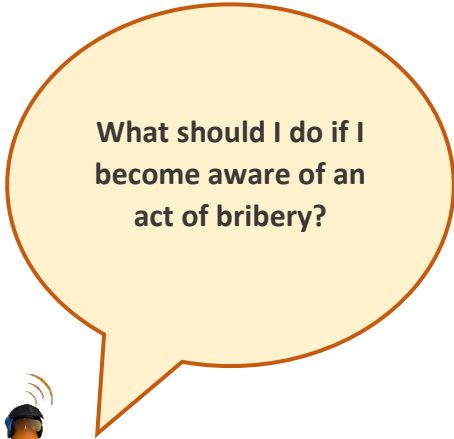
Examples

A subcontractor offers you a monthly fuel card in exchange for awarding them a contract. *Can you accept this gift?*



NO, as in the example of passive bribery, the fact that the card is offered by the subcontractor means it is unacceptable.

7 WHISTLEBLOWING MECHANISM




What should I do if I become aware of an act of bribery?

All Collaborators are encouraged to report facts of which they became personally aware of in respect of cases of bribery, influence peddling, or similar actions to their line manager or the manager of the site/contract (for an external Collaborator) as soon as possible. It is important to inform a manager as quickly as you can.

Any relationship of this kind will be investigated swiftly and thoroughly. Any whistleblowing must be done in good faith and selflessly.

If the Collaborator has become personally aware of facts involving their line manager or site/contract manager (for an external Collaborator), they should report it to the Compliance Officer (see section 7).



What if my line manager is involved?

There is also a link available on the group's website to report facts of which the Collaborator is personally aware.

Collaborators and associates can be required to provide assistance in any investigation of presumed acts of bribery.

Collaborators who are suspected of bribery, influence peddling or similar actions may be suspended from their duties throughout the period of the investigation. Disciplinary procedures up to and including dismissal can be implemented if the act of bribery, influence peddling, or similar actions is proven.

The group entity may terminate the contracts of any associates, including consultants or any other associate acting for or in the name or on behalf of the entity, who are found to have breached this Code of Conduct.

The entity may report any problem to the relevant authorities. The entity will provide all necessary assistance to the relevant authorities for any subsequent legal action.

CODE OF CONDUCT ANTI-CORRUPTION

The entity undertakes that any whistleblowing carried out in good faith and selflessly will not expose the whistleblower to any disciplinary sanctions, even if the facts may later be proved inaccurate or do not result in further action. Conversely, if the whistleblower is proven to have acted in bad faith and with the intention of causing harm, they will be subject to disciplinary sanctions and, if applicable, to legal action.

WHISTLEBLOWING

In summary, a whistleblower cannot be held criminally liable for disclosing information in the following circumstances:

- They must report the incident concerned in their own name as a natural person; conversely, a legal entity, such as a company, cannot use the whistleblowing mechanism;
- They have been personally aware of the facts;
- They have acted in good faith;
- They have acted selflessly.



These rules are the minimum requirements. Some entities may have more specific regulations.

8 COMMUNICATION AND EMPLOYEE TRAINING

This Code of Conduct must be communicated to all Collaborators to promote the group's efforts to fight bribery. All Collaborators must be aware of this Code of Conduct as the behaviors to avoid, and must attend training sessions organized by the entity to which they belong.

9 RISK ASSESSMENT

The group has established detailed risk-management procedures to prevent, detect, and prohibit bribery or influence peddling. The group will carry out regular risk assessments for each of its main commercial activities and will identify high-risk areas. Collaborators may be required to contribute to these risk assessments on bribery or similar actions.

Mr. Franck Lavalloir, Deputy Managing Director, has been appointed as the group's compliance officer.

The compliance officer will monitor the adequacy and effectiveness of this policy and examine its implementation by carrying out a regular assessment. Any improvement identified will be implemented as soon as possible. Internal systems and control procedures will be subject to regular audits to ensure that they are operating effectively to fight bribery.

You are welcomed to comment this Code of Conduct and suggest improvements. Comments, suggestions and questions should be sent to Mr. Franck Lavalloir at the following email address: complianceofficer@circet.com with the subject line "**Code of Conduct suggestion**".

RESUMEN

1	Declaración del presidente.....	23
2	El contexto legal e internacional	24
3	Objeto y aplicación	24
4	Definiciones	25
5	La prevención de la corrupción es asunto de todos.....	27
6	Regalos e invitaciones	27
7	El dispositivo de alerta	29
8	Comunicación y formación de los Colaboradores.....	30
9	Actualización de los riesgos.....	31

1 DECLARACION DEL PRESIDENTE



El grupo Circet lleva a cabo sus actividades en Francia y en el extranjero basándose en un conjunto de valores, principios, normas, reglas, estándares y directivas que tienen como fin un comportamiento respetuoso con las personas y el medio ambiente y favoreciendo una conducta ética en los negocios.

El presente Código de Conducta establece los principios que deben aplicarse para la prevención de la corrupción y el tráfico de influencias con el fin de respetar estos valores en nuestras actividades. Representa nuestros compromisos y expectativas hacia cada uno de nuestros Colaboradores, tanto internos como externos, y sirve de referencia para todos los que trabajan en nombre de nuestro grupo.

El grupo Circet prohíbe toda forma de corrupción o tráfico de influencias, tanto ofrecerlos como recibirlos, dondequiera que trabaje, tanto por parte de sus propios empleados como por parte de cualquier agente o socio comercial que actúe en su nombre y por cuenta propia. No solo se trata de que todos y cada uno de los Colaboradores del grupo se comporten de manera irreprochable, sino también de promover una tolerancia cero a la corrupción en el contexto de sus actividades, en Francia y en el extranjero.

La difusión de este Código de conducta y de los valores y principios que refleja es responsabilidad de cada uno de los directivos del grupo, con el fin de garantizar su cumplimiento.

El Consejo de administración y yo contamos con todos y cada uno de ustedes para aplicar este Código de conducta en el contexto de nuestras actividades y así promover nuestra política de lucha contra la corrupción y el tráfico de influencias.

Philippe LAMAZOU, Presidente

2 EL CONTEXTO LEGAL E INTERNACIONAL

La lucha contra la corrupción va más allá de las fronteras de los países: por ejemplo, algunos países han adoptado leyes con efectos extraterritoriales, es decir, leyes que se aplican más allá de sus propias fronteras.

Es el caso de Francia con la ley de transparencia, lucha contra la corrupción y modernización de la economía, conocida como "Sapin II", que entró en vigor el 1 de junio de 2017 que se aplica a los delitos cometidos en Francia o en el extranjero. Con la ley Sapin II, Francia muestra claramente su determinación de luchar contra la corrupción y el tráfico de influencias en Francia y en el extranjero. Y las empresas, como actores nacionales e internacionales, participan en esta lucha poniendo en marcha medidas preventivas.

Este es también el caso a nivel internacional: algunos países han adoptado leyes extraterritoriales contra la corrupción, como los Estados Unidos o Gran Bretaña:

- Estados Unidos: La ley de Prácticas corruptas en el extranjero de Estados Unidos (*Foreign Corrupt Practices Act*, FCPA) de 1977: esta ley se aplica a los ciudadanos o residentes de los Estados Unidos, pero también a las personas físicas o jurídicas que utilicen medios de comunicación o de pago que entrañen un tránsito por los Estados Unidos o que se descubra que han participado en un delito.

- Gran Bretaña: La ley antisoborno del Reino Unido (*United Kingdom Bribery Act*, UKBA) de 2010 : contiene normas que, en determinadas condiciones, permiten perseguir a personas extranjeras por actos cometidos en el extranjero y que se aplica a las empresas extranjeras que realizan la totalidad o parte de sus actividades comerciales en el Reino Unido.

El presente Código de conducta anticorrupción no aborda todos los reglamentos locales aplicables, que pueden ser más restrictivos. Se aplica como estándar mínimo. Los reglamentos locales deben prevalecer cuando sean más estrictos que las disposiciones de este Código.

3 OBJETO Y APLICACION

El grupo no tolerará ninguna forma posible de corrupción. Todos los empleados y todas las personas asociadas al grupo deben comportarse de manera irreprochable y respetar el Código de conducta. Se aplica a todos los directivos, funcionarios de empresas y personal fijo (empleados permanentes) y eventuales (becarios, contratos temporales, contratos de formación, trabajadores interinos, proveedores de servicios que actúen en nombre o por cuenta del grupo) del grupo (en adelante, los "Colaboradores").

Esta política de lucha contra la corrupción y el tráfico de influencias tiene por objeto dar a todos los Colaboradores del grupo unas pautas a seguir en el desempeño de sus actividades y las conductas diarias que deben adoptar, así como las que deben prohibirse porque pueden constituir actos de corrupción o tráfico de influencias. Tiene por objeto servir de guía para todos los Colaboradores del grupo, y darles a conocer las prácticas exigidas y explicarles cómo actuar de conformidad con estos principios.

CÓDIGO DE CONDUCTA ANTICORRUPCIÓN

Ningún Colaborador deberá ofrecer, prometer o conceder ningún soborno por ninguna razón y ningún Colaborador deberá pedir, aceptar ni recibir ningún soborno. Todo Colaborador que tenga conocimiento personal de ese comportamiento en el contexto de las actividades de la empresa debe comunicarlo inmediatamente a su superior inmediato.

Cualquier incumplimiento del presente Código de conducta por parte de un Colaborador del grupo puede dar lugar a medidas disciplinarias que pueden llegar hasta el despido, tal y como se describe en los reglamentos internos de cada entidad del grupo a la que pertenece y, en su caso, a la destitución del cargo, sin perjuicio de las sanciones civiles o penales que correspondan.

Todos los Colaboradores del grupo, sus filiales y cualquier empresa conjunta o sociedad que se encuentre bajo el control del grupo deben seguir este Código de conducta.

Todas las personas asociadas, incluidos los contratistas o consultores y su personal, que sean nuestros agentes o presten servicios en nombre o por cuenta del grupo, mediante la subcontratación de servicios, procesos o cualquier actividad comercial, deberán actuar de conformidad con el Código de conducta cuando actúen en nombre o por cuenta del grupo. Se informará a los contratistas o consultores de la existencia del Código de conducta que se aplica a nuestro personal cuando trate con ellos.

4 DEFINICIONES



Corrupción

La corrupción se produce cuando una persona ofrece, promete o da a una persona una ventaja financiera o de otro tipo para alentarla a ejercer su función o su actividad de manera impropia, o para recompensarla por ello. También puede considerarse corrupción el simple hecho de solicitarlo o simplemente en la aceptación, en cuyo caso se dice que es pasiva.

Ejemplo de un acto de corrupción activa: ofrecer una invitación *todo incluido* a un viaje con todos los gastos pagados para un cliente y su familia a cambio de obtener un contrato con ese cliente.

Ejemplo de un acto de corrupción pasiva: pedir a un subcontratista que reciba o aceptar recibir una tarjeta de combustible de 50 euros mensuales por elegirlo a él en lugar de a otro.

Un acto de corrupción puede:

- ser activo o pasivo;
- cometerlo un funcionario público o un particular;
- correr a cargo directamente de un Colaborador o de un intermediario.

CÓDIGO DE CONDUCTA ANTICORRUPCIÓN

Ciertos actos o comportamientos están relacionados con la corrupción, aunque se consideran delitos en toda regla en la mayoría de las leyes locales. Ejemplos de ello son el tráfico de influencias, el conflicto de intereses o los pagos de facilitación.

Tráfico de influencias

El tráfico de influencias se asocia con el acto de corrupción, con la diferencia de que supone utilizar la influencia de un actor público (en el sentido más amplio de la palabra) para influir en otro responsable de la toma de decisiones.

Ejemplo de tráfico de influencias : ofrecer un regalo de gran valor a un representante de una autoridad local para que utilice su influencia para ganar cuotas de mercado.

Conflicto de intereses

Existe un conflicto de intereses cuando el interés personal de un Colaborador pueda influir en su decisión e interfiera en los intereses del grupo al influir en el desempeño independiente, imparcial y objetivo de sus funciones.

Ejemplo de conflicto de intereses: un contratista que factura de más al proveedor de servicios por un servicio prestado en nombre del grupo y recibe servicios personales o un pago en efectivo a cambio.

Pagos de facilitación

Se trata del pago de pequeñas sumas de dinero abonadas con carácter extraoficial para facilitar los procedimientos.

Ejemplo de pago de facilitación: un proveedor de servicios pide pequeñas cantidades de dinero para prestar sus servicios o el abono de pequeñas cantidades a un funcionario del ayuntamiento para obtener una licencia más fácilmente.

Estas acciones están prohibidas en Francia y en muchos otros países: los Colaboradores no deben aceptar pagos de facilitación.

Patrocinio (*sponsoring* en inglés)

El patrocinio consiste en ofrecer apoyo (financiero o material) para servir a una causa de interés general sin contrapartida alguna; el patrocinio se distingue por la contrapartida, que suele ser la visibilidad con un interés comercial.

Estos canales se permiten a condición de que se cumplan las leyes locales aplicables, con la aprobación previa de la dirección y siempre que no permitan encubrir actos de corrupción o de tráfico de influencias o actos similares.

5 LA PREVENCIÓN DE LA CORRUPCIÓN ES ASUNTO DE TODOS



El grupo espera que cada uno de sus Colaboradores refleje, a través de su comportamiento y de la toma de decisiones, su compromiso para cumplir con todas las normas aplicables en materia de prevención y lucha contra la corrupción y el tráfico de influencias. Las normas internas que se describen en la presente guía son unas normas mínimas de obligado cumplimiento.

En caso de incumplimiento del presente Código de conducta anticorrupción, el interesado podrá ser objeto de las sanciones disciplinarias previstas en la política interna de la entidad jurídica o en cualquier documento equivalente.

6 REGALOS E INVITACIONES

Los regalos e invitaciones forman parte de las relaciones comerciales y deben cumplir ciertas normas para evitar los abusos que conducen a la corrupción y al tráfico de influencias.

Por regla general, los regalos o servicios ofrecidos por un empleado, funcionario o agente que represente a una entidad del grupo nunca deben superar un valor que, llegado el caso, el destinatario se vea obligado a devolver. El regalo o invitación no debe ofrecerse con la intención de influir en una decisión. En general, hay que usar el sentido común y tener en cuenta las circunstancias. Todos los Colaboradores deben estar atentos.

Además de asegurarse de que el obsequio o la invitación no estén prohibidos en el Código de conducta, debe asegurarse de que estén permitidos por la legislación local aplicable.

Puntos de atención : los siguientes puntos son los que deberían alertarle.

- Los regalos no deben ofrecerse nunca en secreto.
- El dinero no debe ofrecerse nunca como regalo.
- Cuando se ofrece un regalo, siempre se debe tener en cuenta la situación económica del receptor y nunca debe superar su capacidad de reembolso.
- Nunca ofrezcas regalos al concursar por un contrato ni en ninguna etapa de un proceso de licitación.
- Los entretenimientos como las invitaciones a cenar deben reflejar la situación económica del destinatario y deben estar dentro de un marco moral aceptable.
- Los viajes y los viajes de negocios deben tener siempre un propósito comercial legítimo, no deben ser privados y nunca deben ofrecerse en secreto.



CÓDIGO DE CONDUCTA ANTICORRUPCIÓN

Ilustraciones

Una empresa cliente le invita a un evento para celebrar el 50 aniversario de su fundación. También se invita a otras personas de la misma profesión, así como a funcionarios. *¿Puede aceptar la invitación?*



SÍ, recuerde hacérselo saber a su superior y guardar una prueba de su participación en el evento por si surge alguna pregunta.

Ilustraciones

Al acercarse las fiestas de final de año, un proveedor de servicios desea regalarle un sobre que contiene una suma en efectivo. *¿Puede aceptarlo?*



NO, el dinero no debe ofrecerse nunca como regalo.


Ilustraciones

Un subcontratista le ofrece una tarjeta de combustible mensual a cambio de la adjudicación de un contrato. *¿Puede aceptarlo?*



NO, como en el ejemplo de corrupción pasiva, el hecho de que esta tarjeta de regalo sea ofrecida por el subcontratista hace que el gesto no sea aceptable.

7 EL DISPOSITIVO DE ALERTA




Si soy testigo de un acto de corrupción, ¿cómo debo actuar?

Se anima a todos los Colaboradores a que comuniquen lo antes posible a su superior inmediato o a la persona responsable del lugar de trabajo o del contrato (en el caso de un Colaborador externo) los hechos de los que tengan conocimiento personal en relación con un problema de corrupción, tráfico de influencias o actos similares. Es importante informar a la persona responsable lo antes posible.

Cualquier informe de este tipo será investigado a fondo y con prontitud. La alerta debe comunicarse de buena fe y la divulgación debe ser desinteresada.

Si los hechos de los que el Colaborador tiene conocimiento personal se ponen en conocimiento de su superior inmediato o del responsable del sitio y/o del contrato (en el caso de un Colaborador externo), puede ponerse en contacto con el responsable de cumplimiento (consulte la sección 7).



¿Y si se trata de mi superior inmediato?

En la página web del grupo también se incluye un enlace para transmitir aquellos hechos de los que el Colaborador tiene conocimiento personal.

Los Colaboradores y asociados tendrán que colaborar en cualquier investigación de presunta corrupción.

Los Colaboradores sospechosos de corrupción, tráfico de influencias o actos similares pueden ser suspendidos de sus funciones mientras dure la investigación. La entidad recurrirá a sus procedimientos disciplinarios cuando haya pruebas de corrupción, tráfico de influencias o actos similares, pudiendo llegar hasta el despido.

La entidad del grupo podrá rescindir los contratos de cualquier persona asociada, incluidos los consultores u otras personas asociadas que actúen en nombre o por cuenta de la entidad, que se determine que han infringido el presente Código de conducta.

CÓDIGO DE CONDUCTA ANTICORRUPCIÓN

La entidad también puede informar de cualquier problema a las autoridades competentes. La entidad prestará toda la asistencia necesaria a las autoridades competentes para cualquier procedimiento judicial que tenga lugar a continuación.

La entidad se compromete a garantizar que las advertencias emitidas de buena fe y de manera desinteresada no expondrán al autor de la advertencia a ninguna medida disciplinaria, aunque finalmente los hechos resulten ser inexactos o no den lugar a ninguna acción. A la inversa, en caso de que se demuestre que hubo mala fe e intención de causar daño, la persona que emita una alerta abusiva puede ser objeto de sanciones disciplinarias, así como de procedimientos judiciales si resultara necesario.

EMITIR UNA ALERTA

En resumen, el denunciante no tendrá responsabilidad penal por la divulgación de hechos que se incluyan en el siguiente marco:

- debe tratarse de una alerta emitida en su nombre como persona física; de lo contrario, una persona jurídica no podrá hacer uso del dispositivo: por ejemplo, una empresa no puede hacer uso de este dispositivo;
- tenía conocimiento personal de los hechos;
- está actuando de buena fe;
- está haciendo una revelación desinteresada de estos hechos.



Estas normas se consideran unos mínimos. Algunas entidades pueden establecer normas más específicas.

8 COMUNICACION Y FORMACION DE LOS COLABORADORES

El presente Código de conducta se comunica a los Colaboradores con el fin de promover la política anticorrupción del grupo. Se espera que cada Colaborador lea el Código de conducta y que conozca las conductas que se consideran inadecuadas y participe en las sesiones de formación organizadas dentro de su entidad.

9 ACTUALIZACION DE LOS RIESGOS

El grupo ha establecido procedimientos detallados de gestión de riesgos para prevenir, detectar y prohibir la corrupción y el tráfico de influencias. El grupo realizará evaluaciones periódicas de los riesgos de cada una de sus principales actividades comerciales e identificará las áreas de alto riesgo. Se puede pedir a los Colaboradores que contribuyan a estas evaluaciones de los riesgos de corrupción o actos similares.

Se ha nombrado un responsable de cumplimiento, el Sr. Franck Lavalloir, director general adjunto del grupo.

El responsable de Cumplimiento vigilará la eficacia y examinará la aplicación de esta política, revisando periódicamente su adecuación y eficacia. Todas las mejoras identificadas se aplicarán lo antes posible. Los sistemas y procedimientos de control interno se someterán a auditorías periódicas para garantizar su eficacia en la lucha contra la corrupción.

Se le invita a comentar este Código de conducta y a sugerir formas en las que se pueda mejorar. Los comentarios, sugerencias y preguntas deben dirigirse a Monsieur Franck Lavalloir a la dirección de correo electrónico que se indica a continuación: *complianceofficer@circet.com* con el asunto «**sugerencia Código de conducta**».

INHALT

1	Das Wort des Vorstandsvorsitzenden	33
2	Der nationale und internationale rechtliche Kontext	34
3	Zweck und Anwendung	34
4	Definitionen.....	35
5	Korruptionsprävention ist jedermanns Sache.....	37
6	Geschenke und Einladungen	37
7	Whistleblowing.....	39
8	Kommunikation und Mitarbeiterschulung	40
9	Risiko-Update	41

1 DAS WORT DES VORSTANDSVORSITZENDEN



Die Circet-Gruppe betreibt ihre Geschäfte in Frankreich und im Ausland. Sie stützt sich dabei auf eine Reihe von Werten, Prinzipien, Normen, Regeln, Standards und Richtlinien, die auf einen respektvollen Umgang mit Mensch und Umwelt abzielen und eine ethische Geschäftsabwicklung ermöglichen.

Dieser Verhaltenskodex legt die Grundsätze fest, die bei der Verhütung von Bestechung, Korruption und Schmiergeldzahlungen umgesetzt werden müssen, damit wir diese Werte bei unseren Aktivitäten respektieren. Er repräsentiert unsere Verpflichtungen und Erwartungen gegenüber jedem unserer Mitarbeiter, sowohl intern als auch extern, und dient als Referenz für alle, die im Namen unserer Gruppe arbeiten.

Die Circet-Gruppe verbietet bei allen geschäftlichen Aktivitäten alle Formen von Bestechung oder Schmiergeldzahlungen, unabhängig davon, ob diese gegeben oder empfangen werden, sowohl für ihre eigenen Mitarbeiter als auch für Bevollmächtigte oder Geschäftspartner, die in ihrem Namen und in ihrem Auftrag handeln. Es geht nicht nur darum, dass sich jeder einzelne Mitarbeiter der Gruppe tadellos verhält, sondern auch darum, im Rahmen aller Aktivitäten in Frankreich und im Ausland entschieden die Nulltoleranz gegenüber Korruption zu vertreten.

Für die Verbreitung dieses Verhaltenskodex und der Werte und Grundsätze, die er widerspiegelt, sind alle Manager der Gruppe verantwortlich und müssen für seine Einhaltung sorgen.

Der Exekutivausschuss und ich zählen auf jeden einzelnen von Ihnen, dass Sie diesen Verhaltenskodex im Rahmen unserer Aktivitäten anwenden und damit unsere Politik der Bekämpfung von Korruption und Bestechung fördern.

Philippe Lamazou, Vorstandsvorsitzender

2 DER NATIONALE UND INTERNATIONALE RECHTLICHE KONTEXT

Die Korruptionsbekämpfung geht über die Grenzen der einzelnen Länder hinaus: So haben einige Länder Gesetze mit extraterritorialer Wirkung verabschiedet, d. h. Gesetze, die über ihre eigenen Grenzen hinaus gelten.

Dies ist in Frankreich der Fall mit dem Gesetz über Transparenz, Korruptionsbekämpfung und Modernisierung der Wirtschaft, bekannt als „Sapin II“, das am 1. Juni 2017 in Kraft getreten ist und für in Frankreich oder im Ausland begangene Straftaten gilt. Mit Sapin II zeigt Frankreich seine Entschlossenheit, Korruption und Bestechung in Frankreich und im Ausland zu bekämpfen. Die Unternehmen beteiligen sich als nationale und internationale Akteure an diesem Kampf, indem sie vorbeugende Maßnahmen ergreifen.

Dies ist auch international der Fall: Einige Länder haben extraterritoriale Antikorruptionsgesetze verabschiedet, wie z. B. die USA oder Großbritannien:

- USA: „*Foreign Corrupt Practices Act*“ (FCPA) von 1977: Dieses Gesetz gilt für Staatsangehörige oder Einwohner der USA, aber auch für juristische oder natürliche Personen, die Kommunikations- oder Zahlungsmittel verwenden, die den Transit durch die USA einschließen oder bei denen festgestellt wird, dass sie an einer Straftat beteiligt waren

- Großbritannien: „*United Kingdom Bribery Act*“ (UKBA) von 2010: Dieses Gesetz enthält Vorschriften, die unter bestimmten Bedingungen die Strafverfolgung ausländischer Personen für im Ausland begangene Handlungen ermöglichen, und ist auf ausländische Unternehmen anwendbar, die ihre Aktivitäten ganz oder teilweise in Großbritannien ausüben.

Dieser Verhaltenskodex zur Bekämpfung von Bestechung befasst sich nicht mit allen anwendbaren lokalen Vorschriften, die möglicherweise restriktiver sind. Sie gilt als Mindestregelung. Wenn die örtlichen Vorschriften restriktiver sind als die Bestimmungen dieses Kodex, dann gelten die örtlichen Vorschriften.

3 ZWECK UND ANWENDUNG

Die Gruppe toleriert Korruption in keiner ihrer Formen. Alle Mitarbeiter und alle mit der Gruppe verbundenen Personen müssen sich untadelig verhalten und den Verhaltenskodex respektieren. Er gilt für alle Manager, Führungskräfte und festangestellten Mitarbeiter (Festangestellte) und Gelegenheitsarbeiter (Praktikanten, befristete Verträge, Arbeitsverträge, Zeitarbeiter, Dienstleister, die im Namen oder im Auftrag der Gruppe handeln) der Gruppe (im Folgenden „Mitarbeiter“ genannt).

Diese Politik gegen Korruption und Bestechung zielt darauf ab, allen Mitarbeitern der Gruppe einen Leitfaden vorzugeben, dem sie bei der Ausübung ihrer Aktivitäten und den täglichen Verhaltensweisen folgen können. Er zeigt ihnen, welche Situationen sie akzeptieren können oder ablehnen müssen, weil sie möglicherweise Korruptions- oder Bestechungshandlungen darstellen. Der

VERHALTENSKODEX ZUR KORRUPTIONSBEKÄMPFUNG

Leitfaden richtet sich an alle Mitarbeiter der Gruppe, indem er sie mit Wissen über die erforderlichen Praktiken versorgt und erklärt, wie man in Übereinstimmung mit diesen Prinzipien handelt.

Kein Mitarbeiter darf aus irgendeinem Grund Bestechungsgelder anbieten, versprechen oder übergeben, und kein Mitarbeiter darf Bestechungsgelder fordern, annehmen oder entgegennehmen. Jeder Mitarbeiter, der im Zusammenhang mit den Aktivitäten des Unternehmens persönliche Kenntnis von einem solchen Verhalten hat, muss dies unverzüglich seinem Vorgesetzten melden.

Jeder Verstoß gegen diesen Verhaltenskodex durch einen Mitarbeiter der Gruppe kann unbeschadet zivil- oder strafrechtlicher Sanktionen je nach den internen Vorschriften der einzelnen Konzernunternehmen, denen er angehört, zu Disziplinarmaßnahmen bis hin zur Entlassung bzw. zur Abberufung von Funktionen führen.

Alle Mitarbeiter der Gruppe, ihrer Tochtergesellschaften und aller Joint Ventures oder Partnerschaften, die unter der Kontrolle der Gruppe stehen, müssen diesen Verhaltenskodex befolgen.

Alle verbundenen Personen, einschließlich Auftragnehmer oder Berater und deren Mitarbeiter, die unsere Vertreter sind oder Dienstleistungen im Namen der Gruppe oder für die Gruppe durch die Auslagerung von Dienstleistungen, Prozessen oder geschäftlichen Aktivitäten erbringen, sind verpflichtet, im Einklang mit dem Verhaltenskodex zu handeln, wenn sie im Namen der Gruppe oder für die Gruppe auftreten. Auftragnehmer oder Berater werden über die Existenz des Verhaltenskodexes informiert, so wie er für unsere Mitarbeiter im Umgang mit ihnen gilt.

4 DEFINITIONEN



Korruption

Korruption liegt vor, wenn einer Person ein finanzieller oder sonstiger Vorteil angeboten, versprochen oder gewährt wird, um sie zu einer unzulässigen Ausübung ihrer Funktion oder Tätigkeit zu ermutigen oder sie dafür zu belohnen. Korruption kann auch in Form einer Anwerbung oder Akzeptierung erfolgen. In diesem Fall gilt sie als passiv.

Beispiel für aktive Bestechung: Angebot einer *All-inclusive*-Einladung für eine voll bezahlte Reise an einen Kunden und seine Familie, um einen Vertrag mit diesem Kunden zu erhalten.

Beispiel für passive Bestechung: Von einem Subunternehmer verlangen, er möge einem eine monatliche Tankkarte in Höhe von 50 € überlassen, oder die monatliche Tankkarte akzeptieren, damit er einem anderen Subunternehmer vorgezogen wird.

Ein Akt der Korruption kann:

- aktiv oder passiv sein
- von oder mit einem öffentlichen Amtsträger oder einer Privatperson begangen werden

VERHALTENSKODEX ZUR KORRUPTIONSBEKÄMPFUNG

– direkt durch einen Mitarbeiter oder über einen Vermittler erfolgen

Bestimmte Handlungen oder Verhaltensweisen sind mit Korruption verbunden, werden jedoch nach den meisten örtlichen Gesetzen als eigenständige Straftaten betrachtet. Beispiele sind Schmiergeldzahlungen oder Interessenkonflikte.

Bestechung von Amtsträgern

Die Bestechung von Amtsträgern ist ein Korruptionsdelikt, bei dem die Nutzung des Einflusses eines öffentlichen Akteurs (im weitesten Sinne) erkaufte wird, um einen anderen Entscheidungsträger zu beeinflussen, damit dieser eine Entscheidung trifft.

Beispiel für Bestechung von Amtsträgern: Das Anbieten eines Geschenks von erheblichem Wert an einen Vertreter einer lokalen Behörde, damit dieser seinen Einfluss nutzt, um jemandem einen Auftrag zu erteilen.

Interessenkonflikt

Ein Interessenkonflikt liegt vor, wenn die persönlichen Interessen eines Mitarbeiters wahrscheinlich seine Entscheidung beeinflussen und die Interessen der Gruppe beeinträchtigen, indem sie die unabhängige, unparteiische und objektive Ausübung seiner Pflichten beeinflussen.

Beispiel für einen Interessenkonflikt: Ein Projektleiter, der vom Dienstleister eine erhöhte Abrechnung der für die Gruppe erbrachten Leistungen zulässt und dafür persönliche Dienstleistungen oder einen Geldtransfer erhält.

Schmiergeldzahlungen

Es handelt sich um die Zahlung kleiner Geldbeträge, die informell gezahlt werden, um die Verfahren zu beschleunigen.

Beispiel für Schmiergeldzahlungen: Ein Dienstleistungsanbieter bittet um kleine Geldbeträge, um Dienstleistungen zu erbringen oder kleine Beträge an einen Vertreter des Rathauses zu zahlen, damit eine Genehmigung schneller erteilt wird.

Diese Aktionen sind in Frankreich und in vielen anderen Ländern verboten: Mitarbeiter dürfen keine Schmiergelder annehmen.

Mäzenatentum und Sponsoring

Das Mäzenatentum besteht in der Bereitstellung von Unterstützung (finanziell oder materiell) für eine Sache von allgemeinem Interesse ohne Gegenleistung. Das Mäzenatentum zeichnet sich durch eine Gegenleistung aus, häufig durch Sichtbarkeit mit einem kommerziellen Interesse.

Diese Verfahren sind vorbehaltlich der Einhaltung geltender örtlicher Gesetze, der vorherigen Genehmigung durch das Management und unter der Voraussetzung zulässig, dass sie keine Korruptionshandlungen, Bestechungen oder ähnliche Handlungen verschleiern.

5 KORRUPTIONSPRÄVENTION IST JEDERMANNS SACHE



Die Gruppe erwartet von jedem ihrer Mitarbeiter, dass er durch sein Verhalten und seine Entscheidungsfindung sein Engagement für die Einhaltung aller geltenden Vorschriften zur Verhinderung und Bekämpfung von Korruption und Bestechung widerspiegelt. Die in diesem Leitfaden beschriebenen internen Regeln sind ein Minimum an zwingenden Vorschriften.

Im Falle eines Verstoßes gegen diesen Verhaltenskodex zur Korruptionsbekämpfung können gegen die betreffende Person Disziplinarstrafen verhängt werden, wie sie in der internen Richtlinie des jeweiligen Rechtssubjekts oder in einem gleichwertigen Dokument vorgesehen sind.

6 GESCHENKE UND EINLADUNGEN

Geschenke und Einladungen sind Teil der Geschäftsbeziehung und müssen bestimmte Regeln einhalten, um Missbräuche zu verhindern, die zu Korruption und Bestechung führen.

Als allgemeine Regel gilt, dass Geschenke oder Dienstleistungen, die von einem Mitarbeiter, leitenden Angestellten oder Vertreter einer Konzerneinheit angeboten werden, niemals einen Wert überschreiten dürfen, den sich der Empfänger auch leisten könnte. Das Geschenk oder die Einladung darf nicht mit der Absicht angeboten werden, eine Entscheidung zu beeinflussen. Im Allgemeinen muss hier unter Berücksichtigung der Umstände der gesunde Menschenverstand walten. Jeder Mitarbeiter muss wachsam sein.

Jedermann muss sich nicht nur vergewissern, dass das Geschenk oder die Einladung kraft des Verhaltenskodexes nicht verboten ist, sondern das Geschenk oder die Einladung muss auch nach geltendem örtlichen Recht zulässig sein.

Besondere Aufmerksamkeit: Die folgenden Punkte sollten Ihre besondere Aufmerksamkeit wecken:

- Geschenke dürfen niemals im Geheimen gemacht werden. ✘
- Geld darf niemals verschenkt werden.
- Beim Anbieten eines Geschenks muss immer die wirtschaftliche Situation des Empfängers berücksichtigt werden und ein Geschenk darf niemals die Fähigkeit des Empfängers übersteigen, ein gleichwertiges Geschenk zu machen.
- Bieten Sie niemals Geschenke an, wenn Sie sich um einen Auftrag bewerben oder in irgendeiner Phase einer Ausschreibung befinden.
- Unterhaltungsangebote wie z. B. Einladungen zum Abendessen müssen die wirtschaftliche Situation des Empfängers widerspiegeln und sich in einem akzeptablen moralischen Rahmen bewegen.
- Reisen und Geschäftsreisen müssen immer einen legitimen geschäftlichen Zweck haben, dürfen nicht privat sein und dürfen niemals im Geheimen angeboten werden.

VERHALTENSKODEX ZUR KORRUPTIONSBEKÄMPFUNG

Abbildungen

Ein Kundenunternehmen lädt Sie zu einer Feier anlässlich des 50-jährigen Bestehens ein. Auch andere Personen desselben Berufsstandes sind eingeladen, ebenso wie Personen der öffentlichen Verwaltung. *Können Sie die Einladung annehmen?*



JA. Denken Sie daran, Ihren Vorgesetzten zu benachrichtigen und für den Fall von Fragen den Nachweis Ihrer Teilnahme an der Veranstaltung aufzubewahren.

Abbildungen

Wenn die Festtage näher rücken, möchte Ihnen ein Dienstleister einen Umschlag mit einem Geldbetrag anbieten. *Können Sie dieses Geschenk annehmen?*



NEIN. Geld darf nicht verschenkt werden.


Abbildungen

Ein Subunternehmer bietet Ihnen als Gegenleistung für die Vergabe eines Auftrags eine monatliche Tankkarte an. *Können Sie dieses Geschenk annehmen?*



NEIN. Wie im Beispiel der passiven Bestechung: Da dieser Geschenkgutschein vom Subunternehmer angeboten wird, ist dieses Geschenk nicht akzeptabel.

7 WHISTLEBLOWING




**Was mache ich,
wenn ich Zeuge einer
Korruptionshandlung
werde?**

Alle Mitarbeiter werden aufgefordert, Sachverhalte, von denen sie persönliche Kenntnis erhalten und die sie mit Korruption, Bestechung oder ähnlichen Handlungen in Verbindung bringen, so schnell wie möglich ihrem Vorgesetzten oder der für das Projekt oder den Vertrag (bei einem externen Mitarbeiter) verantwortlichen Person zu melden. Es ist wichtig, die verantwortliche Person so bald wie möglich zu informieren.

Jeder derartige Bericht wird gründlich und zügig untersucht. Der Warnhinweis muss in gutem Glauben erfolgen und die Offenlegung muss uneigennützig sein.

Wenn die Sachverhalte, von denen der Mitarbeiter persönlich Kenntnis hat, seinen Vorgesetzten oder Projekt- und/oder Vertragsverantwortlichen (bei einem externen Mitarbeiter) betreffen, kann er sich an den Compliance Officer wenden (siehe Abschnitt 7).



**Was ist, wenn es
meinen
Vorgesetzten
betrifft?**

Auf der Website der Gruppe wird auch ein Link zur Verfügung gestellt, um die genannten Sachverhalte, von denen der Mitarbeiter persönlich Kenntnis hat, zu melden.

Angestellte und Mitarbeiter werden aufgefordert, bei der Untersuchung mutmaßlicher Korruption mitzuwirken.

Mitarbeiter, die der Korruption, der Bestechung oder ähnlicher Handlungen verdächtigt werden, können für die Dauer der Untersuchung vom Dienst suspendiert werden. Das Konzernunternehmen beruft sich auf seine Disziplinarverfahren, wenn es Beweise für Korruption, Bestechung oder ähnliche Handlungen gibt, und die Sanktionen können bis zur Entlassung gehen.

Das Konzernunternehmen kann die Verträge aller verbundenen Personen, einschließlich Beratern oder anderen verbundenen Personen, die für oder im Namen der Gruppe handeln, kündigen, wenn festgestellt wird, dass sie gegen diesen Verhaltenskodex verstoßen haben.

VERHALTENSKODEX ZUR KORRUPTIONSBEKÄMPFUNG

Das Konzernunternehmen kann auch den zuständigen Behörden Probleme melden. Das Konzernunternehmen wird den zuständigen Behörden bei einer späteren Strafverfolgung jede erforderliche Unterstützung gewähren.

Das Konzernunternehmen verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass ein in gutem Glauben und uneigennützig ausgesprochener Warnhinweis den Hinweisgeber keiner Disziplinarmaßnahme aussetzt, auch wenn sich der Sachverhalt im Nachhinein als unzutreffend erweist oder keinen Anlass zu irgendwelchen Maßnahmen gibt. Umgekehrt kann bei offensichtlicher Bösgläubigkeit und Schädigungsabsicht die Person, die einen missbräuchlichen Warnhinweis gibt, disziplinarischen Sanktionen und gegebenenfalls auch gerichtlichen Verfahren unterworfen werden.

WHISTLEBLOWING

Zusammenfassend gilt: Der Hinweisgeber kann für die Offenlegung von Tatsachen, die in den folgenden Rahmen fallen, nicht strafrechtlich haftbar gemacht werden:

- Es muss sich um einen Warnhinweis handeln, der in seinem Namen als natürliche Person übermittelt wird. Hingegen kann eine juristische Person das Meldesystem nicht benutzen: Zum Beispiel kann ein Unternehmen dieses System nicht verwenden.
- Er hatte persönlich Kenntnis vom Sachverhalt.
- Er handelt in gutem Glauben.
- Er offenbart diese Tatsachen in unvoreingenommener Weise.



Diese Regeln gelten als Mindestanforderung. Einige Konzernunternehmen können spezifischere Regeln haben.

8 KOMMUNIKATION UND MITARBEITERSCHULUNG

Dieser Verhaltenskodex wird den Mitarbeitern mitgeteilt, um die Antikorruptionspolitik der Gruppe zu fördern. Von jedem Mitarbeiter wird erwartet, dass er den Verhaltenskodex und die verbotenen Verhaltensweisen liest und an Schulungen teilnimmt, die in seinem Konzernunternehmen organisiert werden.

9 RISIKO-UPDATE

Die Gruppe hat detaillierte Risikomanagementverfahren eingerichtet, um Korruption oder Bestechung zu verhindern, aufzudecken und zu verbieten. Die Gruppe wird für jede ihrer wichtigsten Geschäftsaktivitäten regelmäßige Risikobewertungen durchführen und Bereiche mit hohem Risiko ermitteln. Die Mitarbeiter können aufgefordert werden, zu diesen Risikobewertungen von Korruption oder ähnlichen Handlungen beizutragen.

Ein Compliance-Beauftragter wurde ernannt, Herr Franck Lavalloir, der stellvertretende Chief Executive Officer der Gruppe.

Der Compliance-Beauftragte überwacht die Wirksamkeit und überprüft die Umsetzung dieser Richtlinie und sowie regelmäßig ihre Angemessenheit und Wirksamkeit. Alle festgestellten Verbesserungen werden so bald wie möglich vorgenommen. Die internen Kontrollsysteme und -verfahren werden regelmäßigen Prüfungen unterzogen, um sicherzustellen, dass sie im Kampf gegen die Korruption wirksam sind.

Sie sind eingeladen, zu diesem Verhaltenskodex Stellung zu nehmen und Vorschläge zur Verbesserung des Kodex einzubringen.

Kommentare, Vorschläge und Fragen sind an Herrn Franck Lavalloir unter folgender E-Mail-Adresse zu richten: *complianceofficer@circet.com* mit dem Betreff „**suggestion Code of Conduct**“.

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

1	Το μήνυμα του Προέδρου	43
2	Το εθνικό και διεθνές νομικό πλαίσιο	44
3	Σκοπός και εφαρμογή	44
4	Ορισμοί.....	45
5	Η πρόληψη της διαφθοράς είναι υπόθεση όλων	47
6	Δώρα και προσκλήσεις.....	47
7	Ο μηχανισμός προειδοποίησης	49
8	Κοινοποίηση και εκπαίδευση των συνεργατών.....	51
9	Επικαιροποίηση των κινδύνων	51

1 ΤΟ ΜΗΝΥΜΑ ΤΟΥ ΠΡΟΕΔΡΟΥ



Ο Όμιλος Circet δραστηριοποιείται στη Γαλλία και στο εξωτερικό, βασιζόμενος σ' ένα σύνολο αξιών, αρχών, κανόνων, κανονισμών, προτύπων και οδηγιών, έχοντας ως στόχο μια συμπεριφορά με σεβασμό στον άνθρωπο και στο περιβάλλον που θα επιτρέπει τη διεξαγωγή των επιχειρηματικών δραστηριοτήτων με δεοντολογικό τρόπο.

Ο παρών Κώδικας Δεοντολογίας ορίζει τις αρχές που πρέπει να εφαρμόζονται στην πρόληψη της διαφθοράς και της αθέμιτης άσκησης επιρροής, έτσι ώστε να τηρούνται αυτές οι αξίες στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων μας. Αντιπροσωπεύει τις δεσμεύσεις μας και τις προσδοκίες μας απέναντι σε καθέναν από τους συνεργάτες μας, εσωτερικούς ή εξωτερικούς, χρησιμεύοντας ως αναφορά για όσους εργάζονται για λογαριασμό του Ομίλου μας.

Ο Όμιλος Circet απαγορεύει οποιαδήποτε μορφή διαφθοράς ή αθέμιτης άσκησης επιρροής, από και προς οποιονδήποτε, οπουδήποτε δραστηριοποιείται, τόσο από τους υπαλλήλους του όσο και από οποιονδήποτε εμπορικό αντιπρόσωπο ή εταίρο που ενεργεί εξ ονόματος και για λογαριασμό του Ομίλου. Δεν πρόκειται μόνο για την υιοθέτηση μιας άμεμπτης συμπεριφοράς από όλους τους συνεργάτες του Ομίλου, αλλά και για την προώθηση μιας μηδενικής ανοχής έναντι της διαφθοράς στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων του, τόσο στη Γαλλία όσο και στο εξωτερικό.

Η διάδοση του παρόντος Κώδικα Δεοντολογίας και των αξιών και των αρχών που εκφράζει βασίζεται στην ευθύνη καθενός από τους διευθυντές του Ομίλου, προκειμένου να διασφαλιστεί η τήρησή του.

Η Εκτελεστική Επιτροπή και εγώ ο ίδιος βασιζόμαστε σε καθεμία και καθέναν από εσάς για την εφαρμογή αυτού του Κώδικα Δεοντολογίας στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων μας και, συνεπώς, για την προώθηση της πολιτικής μας για την καταπολέμηση της διαφθοράς και της αθέμιτης άσκησης επιρροής.

Philippe Lamazou, Πρόεδρος

2 ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΚΑΙ ΔΙΕΘΝΕΣ ΝΟΜΙΚΟ ΠΛΑΙΣΙΟ

Η καταπολέμηση της διαφθοράς ξεπερνά τα σύνορα κάθε χώρας: για παράδειγμα, ορισμένες χώρες έχουν υιοθετήσει νόμους με εξωεδαφικά αποτελέσματα, δηλαδή ισχύουν και πέρα από τα σύνορά τους.

Αυτό συμβαίνει στη Γαλλία με τον νόμο για τη διαφάνεια, την καταπολέμηση της διαφθοράς και τον εκσυγχρονισμό της οικονομίας, τον γνωστό «Sapin II», ο οποίος τέθηκε σε ισχύ την 1^η Ιουνίου 2017 και ισχύει για αδικήματα που διαπράττονται στη Γαλλία ή στο εξωτερικό. Με τον Sapin II, η Γαλλία εκφράζει ξεκάθαρα την επιθυμία της να καταπολεμήσει τη διαφθορά και την αθέμιτη άσκηση επιρροής στη Γαλλία και στο εξωτερικό. Οι επιχειρήσεις, ως εθνικοί και διεθνείς παράγοντες, συμμετέχουν σε αυτόν τον αγώνα εφαρμόζοντας προληπτικά μέτρα.

Αυτό ισχύει επίσης και σε διεθνές επίπεδο: ορισμένες χώρες, όπως οι Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής ή η Μεγάλη Βρετανία, έχουν υιοθετήσει νόμους κατά της διαφθοράς με ισχύ εκτός της εδαφικής τους δικαιοδοσίας:

- Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής: Ο «*Νόμος για την καταπολέμηση Πρακτικών Διαφθοράς στην Αλλοδαπή*» (FCPA) του 1977: ο νόμος αυτός ισχύει για υπηκόους ή κατοίκους των Ηνωμένων Πολιτειών, αλλά και για νομικά ή φυσικά πρόσωπα που χρησιμοποιούν μέσα επικοινωνίας ή πληρωμών που συνεπάγονται διέλευση μέσω των Ηνωμένων Πολιτειών ή για τα οποία έχει αποδειχθεί ότι έχουν εμπλακεί σε αδικήματα.

- Μεγάλη Βρετανία: Ο «*Νόμος κατά της Δωροδοκίας στο Ηνωμένο Βασίλειο*» (UKBA) του 2010: αυτός ο νόμος περιέχει κανόνες που επιτρέπουν, υπό ορισμένες προϋποθέσεις, τη δίωξη αλλοδαπών για πράξεις που διαπράττονται στο εξωτερικό και οι οποίες ισχύουν για αλλοδαπές εταιρείες που ασκούν το σύνολο ή μέρος των δραστηριοτήτων τους στο Ηνωμένο Βασίλειο.

Ο παρών Κώδικας Δεοντολογίας κατά της διαφθοράς δεν καλύπτει όλους τους ισχύοντες τοπικούς κανονισμούς που μπορεί να είναι πιο περιοριστικοί. Εφαρμόζεται ως ελάχιστος κανόνας. Εάν οι τοπικοί κανονισμοί είναι πιο περιοριστικοί από τις διατάξεις του παρόντος Κώδικα, υπερισχύουν οι τελευταίοι.

3 ΣΚΟΠΟΣ ΚΑΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗ

Ο Όμιλος δεν ανέχεται τη διαφθορά σε καμία μορφή. Κάθε εργαζόμενος και κάθε άτομο που συνεργάζεται με τον Όμιλο πρέπει να έχει μια άμεμπτη συμπεριφορά και να σέβεται τον Κώδικα Δεοντολογίας. Αυτός ισχύει για όλους τους διευθυντές, τους εντολοδόχους, το μόνιμο προσωπικό (εργαζόμενοι με συμβάσεις αορίστου χρόνου) και τους περιστασιακούς υπαλλήλους του Ομίλου (ασκούμενοι, εργαζόμενοι με συμβάσεις ορισμένου χρόνου, με συμβάσεις επαγγελματικής κατάρτισης, έκτακτοι εργαζόμενοι, πάροχοι υπηρεσιών που ενεργούν εξ ονόματος ή για λογαριασμό του Ομίλου) (εφεξής ο/οι «Συνεργάτης/-ες»).

ΚΩΔΙΚΑΣ ΔΕΟΝΤΟΛΟΓΙΑΣ - ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΔΙΑΦΘΟΡΑΣ

Αυτή η πολιτική για την καταπολέμηση της διαφθοράς και της αθέμιτης άσκησης επιρροής έχει ως σκοπό να παράσχει σε όλους τους Συνεργάτες του Ομίλου ένα πλαίσιο που πρέπει να ακολουθούν κατά τη διεξαγωγή των δραστηριοτήτων τους, καθημερινές συμπεριφορές που πρέπει να υιοθετήσουν, καθώς και εκείνες τις συμπεριφορές που απαγορεύονται, επειδή μπορεί να χαρακτηρίζουν πράξεις διαφθοράς ή αθέμιτης άσκησης επιρροής. Πρέπει να αποτελεί οδηγό για όλους τους συνεργάτες του Ομίλου παρέχοντάς τους τις γνώσεις σχετικά με τις απαιτούμενες πρακτικές και εξηγώντας τους πώς πρέπει να ενεργούν σύμφωνα με αυτές τις αρχές.

Κανένας Συνεργάτης δεν πρέπει να προσφέρει, να υπόσχεται ή να δίνει δωροδότημα για οποιονδήποτε λόγο και δεν πρέπει να ζητά, να δέχεται ή να λαμβάνει κάτι τέτοιο. Κάθε Συνεργάτης που γνωρίζει προσωπικά μια ανάλογη συμπεριφορά στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων της εταιρείας, πρέπει να το αναφέρει αμέσως στον προϊστάμενό του.

Κάθε παραβίαση του παρόντος Κώδικα Δεοντολογίας από έναν Συνεργάτη του Ομίλου μπορεί να επιφέρει πειθαρχικές κυρώσεις έως και την απόλυσή του, όπως περιγράφεται στους εσωτερικούς κανονισμούς κάθε οντότητας του Ομίλου στην οποία ανήκει και, κατά περίπτωση, την απόλυση των εντολοδόχων, με την επιφύλαξη αστικών ή ποινικών κυρώσεων.

Κάθε Συνεργάτης του Ομίλου, των θυγατρικών του και οποιασδήποτε κοινής επιχείρησης ή προσωπικής εταιρείας που βρίσκεται υπό τον έλεγχο του Ομίλου πρέπει να τηρεί τον παρόντα Κώδικα Δεοντολογίας.

Όλα τα συνεργαζόμενα πρόσωπα, συμπεριλαμβανομένων των αναδόχων ή των συμβούλων και του προσωπικού τους, που είναι οι αντιπρόσωποί μας ή παρέχουν υπηρεσίες εξ ονόματος ή για λογαριασμό του Ομίλου, μέσω της εξωτερικής ανάθεσης υπηρεσιών, διαδικασιών ή οποιασδήποτε επιχειρηματικής δραστηριότητας, θα πρέπει να ενεργούν σύμφωνα με τον Κώδικα Δεοντολογίας, όταν ενεργούν εξ ονόματος ή για λογαριασμό του Ομίλου. Οι ανάδοχοι ή οι σύμβουλοι θα ενημερωθούν για την ύπαρξη του Κώδικα Δεοντολογίας, όπως ισχύει για το προσωπικό μας στις συναλλαγές μαζί τους.

4 ΟΡΙΣΜΟΙ



Διαφθορά

Διαφθορά υπάρχει όταν ένα άτομο φαίνεται να προσφέρει, να υπόσχεται ή να δίνει σε άλλο πρόσωπο οικονομικό ή άλλης φύσεως ωφέλημα, για να το ενθαρρύνει να εκτελέσει τα καθήκοντα ή τις δραστηριότητές του με ακατάλληλο τρόπο, ή να το ανταμείψει γι' αυτό. Η διαφθορά μπορεί επίσης να οδηγήσει σε κάποιο αίτημα, οπότε μιλάμε για παθητική διαφθορά.

Παράδειγμα ενεργού διαφθοράς: προσφορά μιας *all inclusive* πρόσκλησης για ένα ταξίδι με πληρωμένα όλα τα έξοδα σε έναν πελάτη και την οικογένειά του, προκειμένου να καταλήξετε στη σύναψη σύμβασης μαζί του.

Παράδειγμα παθητικής διαφθοράς: ζητάτε από έναν υπεργολάβο να λάβει μια μηνιαία κάρτα καυσίμων αξίας 50 € για να επιλέξετε αυτόν αντί άλλου.

Μια πράξη διαφθοράς μπορεί να:

- είναι ενεργητική ή παθητική·
- διαπράττεται από ή με έναν δημόσιο υπάλληλο ή ιδιώτη·
- διαπράττεται απευθείας από έναν Συνεργάτη ή μέσω ενός μεσολαβητή.

Ορισμένες πράξεις ή συμπεριφορές συνδέονται με τη διαφθορά, ενώ θεωρούνται πλήρη αδικήματα σύμφωνα με τις περισσότερες τοπικές νομοθεσίες. Αυτό ισχύει στις περιπτώσεις, για παράδειγμα, της αθέμιτης άσκησης επιρροής, της σύγκρουσης συμφερόντων ή της πληρωμής διευκόλυνσης.

Αθέμιτη άσκηση επιρροής

Η αθέμιτη άσκηση επιρροής μοιάζει με τη διαφθορά, με τη διαφορά ότι συνιστά χρήση της επιρροής που διαθέτει ένας δημόσιος φορέας (με την ευρεία έννοια) έτσι ώστε ένας άλλος υπεύθυνος λήψης αποφάσεων να πάρει μια απόφαση.

Παράδειγμα αθέμιτης άσκησης επιρροής: προσφορά ενός δώρου μεγάλης αξίας σ' έναν εκπρόσωπο της τοπικής αυτοδιοίκησης, ώστε να μπορέσει να χρησιμοποιήσει την επιρροή του για να αποκτήσει μερίδια στην αγορά.

Σύγκρουση συμφερόντων

Σύγκρουση συμφερόντων υπάρχει όταν το προσωπικό συμφέρον ενός Συνεργάτη είναι πιθανό να επηρεάσει την απόφασή του και να αναμειχθεί με τα συμφέροντα του Ομίλου επηρεάζοντας την ανεξάρτητη, αμερόληπτη και αντικειμενική άσκηση των καθηκόντων του.

Παράδειγμα σύγκρουσης συμφερόντων: ο εργοδηγός που υπερχρεώνει τον πάροχο μιας υπηρεσίας που παρέχεται στον Όμιλο και λαμβάνει ως αντάλλαγμα υπηρεσίες σε προσωπική βάση ή επιστροφή χρημάτων.

Πληρωμή διευκόλυνσης

Είναι η πληρωμή μικρών ποσών που καταβάλλονται με ανεπίσημο τρόπο για τη διευκόλυνση ορισμένων διαδικασιών.

Παράδειγμα πληρωμής διευκόλυνσης: ο πάροχος μιας υπηρεσίας ζητά την πληρωμή μικρών ποσών για την εξασφάλιση της παροχής των υπηρεσιών ή την πληρωμή μικρών ποσών σε έναν υπάλληλο του Δημαρχείου για να λάβει μια άδεια ευκολότερα.

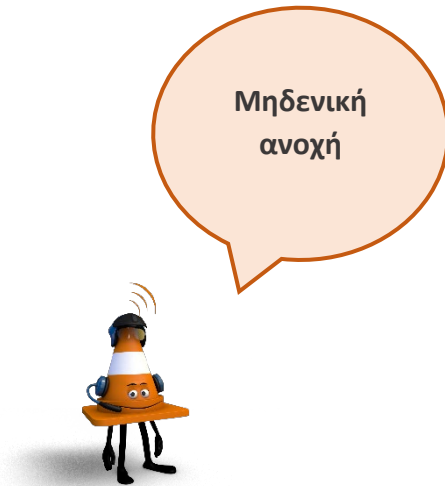
Αυτές οι ενέργειες απαγορεύονται στη Γαλλία και σε πολλές χώρες: Οι Συνεργάτες δεν πρέπει να αποδέχονται τις πληρωμές διευκόλυνσης.

Χορηγία και αναδοχή (sponsoring στα αγγλικά)

Η χορηγία αποτελεί την παροχή υποστήριξης (οικονομικής ή υλικής) για την εξυπηρέτηση ενός σκοπού γενικού συμφέροντος χωρίς αντάλλαγμα. Η αναδοχή διακρίνεται από το αντάλλαγμα, που συχνά είναι η προβολή για λόγους εμπορικών συμφερόντων.

Αυτά τα μέσα επιτρέπονται με την επιφύλαξη της τήρησης της ισχύουσας τοπικής νομοθεσίας, της προηγούμενης άδειας από τη διοίκηση και υπό την προϋπόθεση ότι δεν επιτρέπουν τη συγκάλυψη πράξεων διαφθοράς ή αθέμιτης άσκησης επιρροής ή παρόμοιων πράξεων.

5 Η ΠΡΟΛΗΨΗ ΤΗΣ ΔΙΑΦΘΟΡΑΣ ΕΙΝΑΙ ΥΠΟΘΕΣΗ ΟΛΩΝ



Ο Όμιλος αναμένει από κάθε Συνεργάτη του να δείχνει, μέσω της συμπεριφοράς του και των αποφάσεων που λαμβάνει, τη δέσμευσή του ως προς την τήρηση όλων των ισχυόντων κανόνων σχετικά με την πρόληψη και την καταπολέμηση της διαφθοράς και της αθέμιτης άσκησης επιρροής. Οι εσωτερικοί κανόνες που περιγράφονται σ' αυτόν τον οδηγό αποτελούν έναν ελάχιστο αριθμό υποχρεωτικών κανόνων.

Σε περίπτωση παραβίασης του παρόντος Κώδικα Δεοντολογίας κατά της διαφθοράς, ο ενδιαφερόμενος μπορεί να υποστεί τις πειθαρχικές κυρώσεις που προβλέπονται από την εσωτερική πολιτική του νομικού προσώπου ή από οποιοδήποτε άλλο ισοδύναμο έγγραφο.

6 ΔΩΡΑ ΚΑΙ ΠΡΟΣΚΛΗΣΕΙΣ

Τα δώρα και οι προσκλήσεις αποτελούν μέρος των επιχειρηματικών σχέσεων και πρέπει να ακολουθούνται ορισμένοι κανόνες προκειμένου να αποφεύγονται οι καταχρήσεις που οδηγούν σε διαφθορά και αθέμιτη άσκηση επιρροής.

Κατά γενικό κανόνα, τα δώρα ή οι υπηρεσίες που προσφέρονται από έναν υπάλληλο, έναν διευθυντή ή έναν αντιπρόσωπο που εκπροσωπεί μια οντότητα του Ομίλου δεν πρέπει ποτέ να

ΚΩΔΙΚΑΣ ΔΕΟΝΤΟΛΟΓΙΑΣ - ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΔΙΑΦΘΟΡΑΣ

υπερβαίνουν την αξία που ο παραλήπτης θα μπορούσε να ανταποδώσει. Το δώρο ή η πρόσκληση δεν πρέπει να προσφέρεται για να επηρεάσει μια απόφαση. Γενικά, πρέπει κανείς να χρησιμοποιεί την κοινή λογική και να λαμβάνει υπόψη τις περιστάσεις. Κάθε συνεργάτης πρέπει να είναι προσεκτικός.

Πέραν της διασφάλισης ότι η παράδοση ενός δώρου ή μιας πρόσκλησης δεν απαγορεύεται από τον Κώδικα Δεοντολογίας, το δώρο ή η πρόσκληση πρέπει να επιτρέπεται από την ισχύουσα τοπική νομοθεσία.

Σημεία που χρήζουν προσοχής: τα παρακάτω σημεία πρέπει να εγείρουν υποψίες:

- Τα δώρα δεν πρέπει ποτέ να προσφέρονται κρυφά. ✘
- Τα χρήματα δεν πρέπει ποτέ να προσφέρονται ως δώρο.
- Όταν προσφέρετε ένα δώρο, πρέπει πάντα να λαμβάνετε υπόψη την οικονομική κατάσταση του παραλήπτη και ένα δώρο δεν πρέπει ποτέ να υπερβαίνει την ικανότητα ανταπόδοσης του παραλήπτη.
- Μην προσφέρετε ποτέ δώρα κατά την υποβολή προσφορών για τη σύναψη σύμβασης ή σε οποιοδήποτε στάδιο της διαδικασίας υποβολής προσφορών.
- Η ψυχαγωγία, όπως οι προσκλήσεις για δείπνο, πρέπει να αντικατοπτρίζει την οικονομική κατάσταση του παραλήπτη και να πραγματοποιείται σ' ένα ηθικά αποδεκτό πλαίσιο.
- Τα ταξίδια και οι επαγγελματικές μετακινήσεις πρέπει πάντα να έχουν νόμιμο επαγγελματικό σκοπό, δεν πρέπει να είναι ιδιωτικά και ποτέ δεν πρέπει να προσφέρονται κρυφά.

Παραδείγματα

Μια εταιρεία που είναι πελάτης σας σας προσκαλεί σε μια εκδήλωση για τον εορτασμό των 50 χρόνων από την ίδρυσή της. Προσκεκλημένοι είναι, επίσης, και άλλα άτομα του ίδιου επαγγέλματος, καθώς και δημόσιοι υπάλληλοι. *Μπορείτε να αποδεχτείτε την πρόσκληση;*



ΝΑΙ, θυμηθείτε να ενημερώσετε τον προϊστάμενό σας και να φυλάξετε μια απόδειξη της συμμετοχής σας στην εκδήλωση σε περίπτωση που ερωτηθείτε.

Παραδείγματα

Καθώς πλησιάζουν οι διακοπές των Χριστουγέννων, ένας πάροχος υπηρεσίας επιθυμεί να σας προσφέρει έναν φάκελο που περιέχει ένα ποσό σε μετρητά. *Μπορείτε να δεχτείτε αυτό το δώρο;*



ΟΧΙ, τα χρήματα δεν πρέπει ποτέ να προσφέρονται ως δώρο.

Παραδείγματα

Ένας υπεργολάβος σάς προσφέρει μια μηνιαία κάρτα καυσίμων με αντάλλαγμα την ανάθεση μιας σύμβασης. *Μπορείτε να δεχτείτε αυτό το δώρο;*



ΟΧΙ, όπως στο παράδειγμα της παθητικής διαφθοράς, το γεγονός ότι αυτή η δωροκάρτα προσφέρεται από τον υπεργολάβο καθιστά τη χειρονομία μη αποδεκτή.

7 Ο ΜΗΧΑΝΙΣΜΟΣ ΠΡΟΕΙΔΟΠΟΙΗΣΗΣ

Εάν είμαι παρών σε μια πράξη διαφθοράς, τι πρέπει να κάνω;



Κάθε Συνεργάτης ενθαρρύνεται να αναφέρει το συντομότερο δυνατό γεγονός τα οποία γνωρίζει προσωπικά και αφορούν ένα ζήτημα διαφθοράς, αθέμιτης άσκησης επιρροής ή παρόμοιες πράξεις στον προϊστάμενό του ή στον υπεύθυνο του εργοταξίου ή της σύμβασης (για έναν εξωτερικό συνεργάτη). Είναι σημαντικό να ενημερώνετε γι' αυτό τον διευθυντή το συντομότερο δυνατό.

Κάθε σχέση αυτού του τύπου θα διερευνηθεί διεξοδικά και γρήγορα. Η προειδοποίηση πρέπει να γνωστοποιείται καλή τη πίστει και η αποκάλυψη πρέπει να είναι ανιδιοτελής.

Εάν τα γεγονότα τα οποία ο Συνεργάτης γνωρίζει προσωπικά αφορούν τον προϊστάμενό του ή τον υπεύθυνο του εργοταξίου ή της σύμβασης (για έναν εξωτερικό συνεργάτη), μπορεί να επικοινωνήσει με τον Υπεύθυνο συμμόρφωσης (βλ. Ενότητα 7).

Και εάν αυτό αφορά τον προϊστάμενό μου;



Ένας σύνδεσμος διατίθεται, επίσης, στον ιστότοπο του Ομίλου για τη διαβίβαση των εν λόγω γεγονότων τα οποία ο Συνεργάτης γνωρίζει προσωπικά.

Οι Συνεργάτες και τα συνεργαζόμενα πρόσωπα θα πρέπει να συμβάλλουν σε οποιαδήποτε διερεύνηση υποψιών για πράξεις διαφθοράς.

Οι Συνεργάτες για τους οποίους υπάρχει υποψία διαφθοράς, αθέμιτης άσκησης επιρροής ή παρόμοιων πράξεων ενδέχεται να ανακληθούν από τα καθήκοντά τους κατά τη διάρκεια της έρευνας. Η οντότητα θα κινήσει τις πειθαρχικές της διαδικασίες όταν αποδειχθεί η πράξη διαφθοράς, αθέμιτης άσκησης επιρροής ή παρόμοια πράξη, με πιθανότητα να φτάσει έως και την απόλυση.

Η οντότητα του Ομίλου μπορεί να καταγγείλει τις συμβάσεις οποιουδήποτε συνεργαζόμενου προσώπου, συμπεριλαμβανομένων και των συμβούλων ή άλλων συνεργαζόμενων προσώπων που ενεργούν για ή εξ ονόματος ή για λογαριασμό της οντότητας, τα οποία διαπιστώθηκαν ότι παραβίασαν τον παρόντα Κώδικα Δεοντολογίας.

Η οντότητα μπορεί, επίσης, να αναφέρει οποιοδήποτε πρόβλημα στις αρμόδιες αρχές. Η οντότητα θα παρέχει κάθε απαραίτητη συνδρομή στις αρμόδιες αρχές για οποιαδήποτε μεταγενέστερη δίωξη.

Η οντότητα δεσμεύεται ότι η προειδοποίηση που γνωστοποιείται καλή τη πίστει και ανιδιοτελώς δεν εκθέτει τον καταγγέλλοντα σε πειθαρχική κύρωση, ακόμη και αν τα γεγονότα στη συνέχεια αποδειχθούν ανακριβή ή δεν συνεχιστούν περαιτέρω. Αντίθετα, σε περίπτωση χαρακτηριστικής κακής πίστης και πρόθεσης βλάβης, το πρόσωπο που γνωστοποίησε την προειδοποίηση εκτίθεται σε πειθαρχικές κυρώσεις, καθώς και σε δικαστικές διαδικασίες, εάν χρειαστεί.

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΗ ΜΙΑΣ ΠΡΟΕΙΔΟΠΟΙΗΣΗΣ

Συνοψίζοντας, το πρόσωπο που προβαίνει στη γνωστοποίηση μιας προειδοποίησης δεν μπορεί να θεωρηθεί ποινικά υπεύθυνο για την αποκάλυψη γεγονότων που εμπίπτουν στο ακόλουθο πλαίσιο:

- πρέπει να πρόκειται για μια προειδοποίηση που γνωστοποιείται στο όνομά του ως φυσικό πρόσωπο. Αντίθετα, ένα νομικό πρόσωπο δεν μπορεί να χρησιμοποιήσει αυτόν τον μηχανισμό: για παράδειγμα μια εταιρεία δεν μπορεί να χρησιμοποιήσει τον μηχανισμό·
- γνωρίζει προσωπικά τα γεγονότα·
- το πράττει καλή τη πίστει·
- αποκαλύπτει τα εν λόγω γεγονότα ανιδιοτελώς.



Αυτοί οι κανόνες εφαρμόζονται κατ' ελάχιστο. Ορισμένες οντότητες ενδέχεται να παρέχουν πιο συγκεκριμένους κανόνες.

8 ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΗ ΚΑΙ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΤΩΝ ΣΥΝΕΡΓΑΤΩΝ

Ο παρών Κώδικας Δεοντολογίας κοινοποιείται στους Συνεργάτες για την προώθηση της πολιτικής κατά της διαφθοράς στον Όμιλο. Από τον κάθε Συνεργάτη αναμένεται να γνωρίζει τον Κώδικα Δεοντολογίας, καθώς και τις συμπεριφορές που απαγορεύονται και να συμμετέχει σε εκπαιδευτικά προγράμματα που διοργανώνονται εντός της οντότητας στην οποία ανήκει.

9 ΕΠΙΚΑΙΡΟΠΟΙΗΣΗ ΤΩΝ ΚΙΝΔΥΝΩΝ

Ο Όμιλος έχει καθιερώσει λεπτομερείς διαδικασίες διαχείρισης κινδύνων για την πρόληψη, τον εντοπισμό και την απαγόρευση της διαφθοράς ή της αθέμιτης άσκησης επιρροής. Ο Όμιλος θα πραγματοποιεί ανά τακτά διαστήματα αξιολογήσεις κινδύνων για καθεμία από τις κύριες επιχειρηματικές του δραστηριότητες και θα εντοπίζει τομείς υψηλού κινδύνου. Οι Συνεργάτες ενδέχεται να χρειαστεί να συνεισφέρουν σε αυτές τις εκτιμήσεις κινδύνων διαφθοράς ή παρόμοιων πράξεων.

ΚΩΔΙΚΑΣ ΔΕΟΝΤΟΛΟΓΙΑΣ - ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΔΙΑΦΘΟΡΑΣ

Υπεύθυνος συμμόρφωσης διορίστηκε ο κ. Franck Lavalloir, ο οποίος είναι Αναπληρωτής Διευθύνων Σύμβουλος του Ομίλου.

Ο Υπεύθυνος συμμόρφωσης θα παρακολουθεί την αποτελεσματικότητα και θα επανεξετάζει την εφαρμογή αυτής της πολιτικής, εξετάζοντας τακτικά την καταλληλότητα και την αποτελεσματικότητά της. Κάθε βελτίωση που θα εντοπίζεται θα εφαρμόζεται το συντομότερο δυνατόν. Τα συστήματα και οι διαδικασίες εσωτερικού ελέγχου θα υπόκεινται σε τακτικούς ελέγχους για να διασφαλιστεί ότι είναι αποτελεσματικά στην καταπολέμηση της διαφθοράς.

Σας προσκαλούμε να διατυπώσετε τα σχόλιά σας για τον παρόντα Κώδικα Δεοντολογίας και να προτείνετε τρόπους για τη βελτίωσή του. Τα σχόλια, οι προτάσεις και οι ερωτήσεις πρέπει να απευθύνονται στον κ. Franck Lavalloir στην ακόλουθη διεύθυνση e-mail: complianceofficer@circet.com με θέμα «Πρόταση για τον Κώδικα Δεοντολογίας».

SUMAR

1	Cuvânt înainte al Președintelui	54
2	Contextul juridic național și internațional.....	55
3	Scopul și domeniul de aplicare.....	55
4	Definiții	56
5	Prevenirea corupției este responsabilitatea tuturor.....	58
6	Cadouri și invitații.....	58
7	Sistemul de alertă.....	60
8	Comunicarea și instruirea colaboratorilor.....	61
9	Actualizare privind riscurile	61

1 CUVANT INAINTE AL PREȘEDINTELUI



Grupul Circet își desfășoară activitatea în Franța și în străinătate bazându-se pe un set de valori, principii, norme, reguli, standarde și directive, care urmăresc un comportament respectuos față de celelalte persoane și mediul înconjurător și care permit o conduită etică în desfășurarea afacerilor.

Prezentul Cod de Conduită stabilește principiile care vor fi implementate în ceea ce privește prevenirea corupției și traficului de influență pentru a respecta aceste valori în cadrul desfășurării activităților noastre. Acesta reprezintă angajamentele noastre și așteptările pe care le avem de la fiecare dintre colaboratorii noștri, interni sau externi, servind ca referință pentru toate persoanele care lucrează în numele grupului nostru.

Grupul Circet interzice orice formă de corupție sau trafic de influență, atât sub forma de a da cât și de a primi, peste tot unde operează, atât angajaților cât și tuturor agenților sau partenerilor comerciali care acționează în numele grupului. Se aplică tuturor colaboratorilor grupului, care trebuie nu doar să adopte un comportament ireproșabil, ci și să promoveze toleranță zero față de corupție în cadrul activităților pe care le desfășoară, atât în Franța, cât și în străinătate.

Distribuirea acestui Cod de Conduită și a valorilor și principiilor pe care le exprimă este responsabilitatea tuturor directorilor grupului, pentru a asigura conformitatea.

Comitetul executiv și eu însumi ne bazăm pe fiecare dintre voi pentru a aplica acest Cod de Conduită în cadrul activităților noastre și a promova politica noastră împotriva corupției și traficului de influență.

Philippe LAMAZOU, Președinte

2 CONTEXTUL JURIDIC NAȚIONAL ȘI INTERNAȚIONAL

Lupta împotriva corupției se extinde dincolo de frontierele unei țări: în consecință, unele țări au adoptat legi care se aplică și extrateritorial, adică dincolo de frontierele lor.

Este cazul Franței cu legea privind transparența, lupta împotriva corupției și modernizarea economiei, cunoscută sub denumirea de „Sapin II”, intrată în vigoare la data de 1 iunie 2017, care se aplică infracțiunilor comise în Franța sau în străinătate. Prin intermediul Sapin II, Franța își exprimă clar dorința de a lupta împotriva corupției și traficului de influență atât în Franța cât și în străinătate. Iar companiile, în calitate de jucători naționali și internaționali, se înscriu în această luptă, stabilind măsuri preventive.

Acesta este cazul și internațional: anumite țări, precum Statele Unite sau Marea Britanie, au adoptat legi anticorupție, care se aplică extrateritorial:

- Statele Unite: „*Foreign Corrupt Practices Act*” (FCPA) of 1977: această lege se aplică cetățenilor sau rezidenților Statelor Unite, dar și persoanelor juridice sau fizice care utilizează mijloace de comunicare sau de plată ce implică tranzit prin Statele Unite sau despre care s-a stabilit că au fost implicate într-o infracțiune;

- Marea Britanie: „*United Kingdom Bribery Act*” (UKBA) of 2010: această lege conține reglementări care permit, în anumite condiții, acuzarea persoanelor străine pentru acte comise în străinătate și care se aplică companiilor străine care își exercită o parte din sau întreaga activitate în Regatul Unit.

Prezentul Cod de Conduită anticorupție nu include reglementările locale aplicabile, care pot fi mai restrictive. Se aplică ca reguli minimale. Dacă reglementările locale sunt mai restrictive decât dispozițiile acestui Cod, cele dintâi prevalează.

3 SCOPUL ȘI DOMENIUL DE APLICARE

Grupul nu va tolera corupția, indiferent de forma acesteia. Toți angajații și toate persoanele asociate grupului trebuie să aibă un comportament ireproșabil și să respecte Codul de Conduită. Acesta se aplică tuturor managerilor, directorilor executivi și personalului permanent (angajați cu contract individual de muncă pe durată nedeterminată) și temporar (stagieri, contracte de muncă pe durată determinată, contracte de formare profesională, angajați interimari, furnizori de servicii care acționează în numele Grupului) ai grupului (denumiți în continuare „Colaborator(i)”).

Această politică de luptă împotriva corupției și traficului de influență are scopul de a oferi tuturor Colaboratorilor grupului un cadru pe care să-l urmeze în desfășurarea activității și un exemplu de comportament pe care trebuie să-l adopte zilnic, precum și comportamente interzise care pot fi caracterizate ca fapte de corupție sau trafic de influență. Aceasta ar trebui să constituie un ghid pentru toți colaboratorii grupului, oferindu-le cunoștințele necesare privind practicile impuse și explicându-le cum să acționeze în conformitate cu aceste principii.

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE

Niciun Colaborator nu trebuie să ofere, promită sau să dea mită, indiferent de motiv și niciun Colaborator nu trebuie să ceară, să accepte sau să primească mită. Orice Colaborator care a luat la cunoștință personal un astfel de comportament în cadrul activităților sale în companie trebuie să-și anunțe imediat superiorul ierarhic.

Orice încălcare a acestui Cod de Conduită de către un Colaborator al grupului poate aduce sancțiuni disciplinare, care pot ajunge chiar la concediere, după cum este descris în reglementările interne ale fiecărei entități a grupului din care face parte și, dacă este cazul, suspendarea mandatelor sociale, fără a aduce prejudicii eventualelor sancțiuni civile sau penale.

Orice Colaborator al Grupului, filialelor, asocierilor în participație sau parteneriatelor aflate sub controlul Grupului trebuie să respecte acest Cod de Conduită.

Orice asociat, inclusiv contractanții sau consultanții și personalul acestora, care este agent al nostru sau furnizează servicii în numele grupului prin externalizarea de servicii, procese sau orice activitate comercială, va trebui să acționeze în conformitate cu Codul de Conduită atunci când acționează în numele grupului. Contractanții sau consultanții vor fi informați cu privire la existența Codului de Conduită, din moment ce acesta se aplică personalului nostru în relația cu aceștia.

4 DEFINIȚII



Corupție

Corupție înseamnă că unei persoane i se oferă, promite sau dă un avantaj financiar sau de alt fel, pentru a încuraja persoana respectivă să-și exercite funcția sau activitățile într-o manieră necorespunzătoare sau pentru a o recompensa în acest sens. De asemenea, corupția poate să însemne și solicitarea sau simpla acceptare, fiind considerată pasivă.

Exemple de acte de corupție activă: oferirea unui client și familiei sale a unei invitații într-o vacanță *all inclusive* achitată complet, cu scopul de a obține un contract cu clientul respectiv.

Exemple de acte de corupție pasivă: când i se cere unui subcontractant să primească sau să accepte un card lunar pentru combustibil în valoare de 50 € cu scopul de a prioritiza grupul față de alți clienți.

Un act de corupție poate fi:

- activ sau pasiv;
- comis de către sau împreună cu o entitate publică sau persoană fizică;
- comis direct de un Colaborator sau printr-un intermediar.

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE

Anumite acte sau comportamente sunt asociate corupției, toate fiind considerate infracțiuni, conform majorității legilor locale. De exemplu, acesta este cazul traficului de influență, conflictului de interese sau plăților de facilitare.

Trafic de influență

Traficul de influență este atribuit actului de corupție, cu diferența că acesta constă în utilizarea influenței de care dispune un oficial (în sensul larg) ca să determine o altă persoană să ia o decizie.

Exemple de trafic de influență: oferirea unui cadou de valoare considerabilă unui reprezentant al unei autorități locale pentru ca acesta să-și folosească influența pentru a obține cote de piață.

Conflict de interese

Un conflict de interese există atunci când interesul personal al unui Colaborator i-ar putea influența decizia și ar putea interfera cu interesele grupului, influențând îndeplinirea independentă, imparțială și obiectivă a funcțiilor sale.

Exemple de conflicte de interese: supervizorul care facturează suplimentar furnizorul de servicii pentru un serviciu prestat pentru grup, obținând astfel servicii personale sau un transfer de fonduri.

Plățile de facilitare

Acestea sunt plăți în sume mici realizate neoficial pentru a facilita proceduri.

Exemple de plăți de facilitare: un furnizor de servicii solicită sume mici pentru a asigura serviciile sau transferul unor sume mici de bani către un angajat al primăriei pentru a obține un permis mai ușor.

Astfel de acțiuni sunt interzise în Franța și în multe alte țări: Colaboratorii nu trebuie să accepte să transfere plăți de facilitare.

Sponsorizări („sponsoring” în engleză)

Sponsorizările constau în susținerea (financiară sau materială) a unei cauze de interes general, fără compensații; sponsorizarea se distinge de compensație, adesea vizibilitatea având interes comercial.

Aceste canale sunt autorizate sub rezerva legilor locale aplicabile, fiind anterior autorizate de conducere și cu condiția să nu permită acte de corupție sau trafic de influență sau alte acte similare, deghizate sub forma sponsorizărilor.

5 PREVENIREA CORUPȚIEI ESTE RESPONSABILITATEA TUTUROR



Grupul așteaptă de la fiecare dintre Colaboratorii săi să exprime, prin comportament și luarea deciziilor, angajamentul față de respectarea tuturor regulilor aplicabile în materie de prevenire și luptă împotriva corupției și traficului de influență. Regulamentele interne descrise în acest ghid constituie minimum de reguli obligatorii.

În cazul încălcării acestui Cod de Conduită anticorupție, persoana în cauză ar putea fi supusă sancțiunilor disciplinare prevăzute în politica internă a entității juridice sau în alt document echivalent.

6 CADOURI ȘI INVITAȚII

Cadourile și invitațiile fac parte din relația de afaceri și trebuie să respecte anumite reguli pentru a preveni abuzurile care duc la corupție și trafic de influență.

Ca regulă generală, cadourile sau serviciile oferite de către un angajat, un manager sau un reprezentant al unei entități a grupului nu trebuie să depășească niciodată valoarea pe care destinatarul ar putea să o redea. Un cadou sau o invitație nu trebuie oferite cu scopul de a influența o decizie. În general, faceți apel la bun simț și aveți în vedere circumstanțele. Fiecare colaborator trebuie să fie vigilent.

Pe lângă faptul că trebuie să vă asigurați că invitația sau cadoul nu sunt interzise prin acest Cod de Conduită, trebuie să vă asigurați și că sunt permise de legile locale aplicabile.

Puncte de atenție: următoarele puncte sunt puncte care ar trebui să vă ridice întrebări:

- Cadourile nu trebuie niciodată oferite în secret.
- Niciodată nu trebuie să se ofere bani cadou.
- În momentul oferirii unui cadou, trebuie luată în considerare situația financiară a destinatarului și cadoul nu trebuie să depășească vreodată capacitatea de rambursare a destinatarului.
- Nu oferiți niciodată cadouri atunci când licitați pentru un contract sau oricând în timpul unei etape a unei licitații.
- Distracțiile precum invitațiile la cină trebuie să reflecte situația financiară a destinatarului și trebuie să se desfășoare într-un cadru moral acceptabil.
- Călătoriile și deplasările în interes profesional trebuie să fie realizate întotdeauna în scop profesional legitim, nu trebuie niciodată realizate în privat și nici cu scopul de a face oferte în secret.

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE

Ilustrații

O companie client vă invită la un eveniment pentru a sărbători 50 de ani de la înființare. Alte persoane din același domeniu de activitate sunt invitate, precum și funcționari. *Puteți accepta invitația?*

DA, amintiți-vă să vă anunțați superiorul și să păstrați o dovadă a participării dumneavoastră la eveniment, în caz de nevoie.



Ilustrații

În apropierea sărbătorilor de sfârșit de an, un furnizor de servicii dorește să vă ofere un plic care conține o sumă de bani. *Puteți accepta acest cadou?*



NU, banii nu trebuie oferți cadou.


Ilustrații

Un subcontractant vă propune un card de combustibil lunar în schimbul acordării unui contract. *Puteți accepta acest cadou?*



NU, la fel ca în exemplul corupției pasive, faptul că acest card cadou este propus de un subcontractant nu este considerat un gest acceptabil.

7 SISTEMUL DE ALERTA




Dacă asist la un act de corupție, ce fac?

Toți Colaboratorii sunt încurajați să raporteze, cât mai repede posibil, fapte pe care le cunosc personal cu privire la o problemă de corupție, trafic de influență sau acte similare superiorului ierarhic sau responsabilului de șantier/contract (pentru un colaborator extern). Este important ca superiorul să fie informat cât mai repede posibil.

Toate rapoartele de acest fel vor face obiectul unei investigații amănunțite și rapide. O alertă astfel transmisă trebuie făcută cu bună-credință, iar divulgarea trebuie să fie dezinteresată.

Dacă faptele pe care Colaboratorul le cunoaște personal sunt aduse împotriva superiorului ierarhic sau responsabilului de șantier/contract (pentru un colaborator extern), puteți contacta directorul de conformitate (consultați secțiunea 7).



Și dacă alerta se referă la superiorul meu ierarhic?

De asemenea, se pune la dispoziție un link pe pagina web a grupului pentru a transmite aceste fapte pe care Colaboratorul le cunoaște personal.

Colaboratorilor și asociaților li se va cere să participe la investigația actelor de corupție presupuse.

Colaboratorii suspectați de corupție, trafic de influență sau acte similare pot fi suspendați din funcție pe perioada investigației. Entitatea va aplica proceduri disciplinare atunci când este dovedit un act de corupție, trafic de influență sau un act similar, putând ajunge chiar și la concediere.

Entitatea din cadrul grupului poate rezilia contractele tuturor asociațiilor, inclusiv consultanților sau altor asociați care acționează în numele sau pentru entitate, despre care s-a dovedit că au încălcat acest Cod de Conduită.

De asemenea, entitatea poate raporta orice problemă autorităților competente. Entitatea va oferi asistența necesară autorităților competente, în cadrul proceselor ulterioare.

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE

Entitatea se obligă ca, în urma alertei realizate cu bună-credință și de manieră dezinteresată, să nu expună autorul care a realizat alerta niciunei sancțiuni disciplinare, chiar dacă se dovedește că faptele sunt inexacte sau insuficiente pentru a continua cu o investigație. În schimb, în cazul în care o alertă este realizată cu rea-credință și cu intenția de a face rău, persoana care a realizat alerta se expune la sancțiuni disciplinare, precum și la urmărire penală, dacă este cazul.

LANSAREA UNEI ALERTE

În concluzie, persoana care realizează o alertă nu poate răspunde penal pentru divulgarea de fapte care se încadrează în următorul cadru:

- trebuie să fie o alertă lansată în nume propriu, în calitate de persoană fizică; în schimb, o persoană juridică nu poate utiliza facilitatea; de exemplu, o societate nu poate utiliza această facilitate;
- trebuie să cunoască personal faptele;
- este de bună-credință;
- divulgă faptele în manieră dezinteresată.



Aceste reguli se aplică ca minimum. Anumite entități pot să prevadă reguli mai specifice.

8 COMUNICAREA ȘI INSTRUIREA COLABORATORILOR

Acest Cod de Conduită este comunicat Colaboratorilor cu scopul de a promova politica de luptă anticorupție a grupului. Se așteaptă ca fiecare Colaborator să ia la cunoștință Codul de Conduită, precum și comportamentele interzise și să participe la instructajele organizate în cadrul entității de care aparține.

9 ACTUALIZARE PRIVIND RISCURILE

Grupul a stabilit proceduri detaliate privind gestionarea riscurilor pentru a preveni, detecta și interzice corupția sau traficul de influență. Grupul va desfășura periodic evaluări ale riscurilor pentru

COD DE CONDUITĂ – ANTICORUPȚIE

fiecare dintre activitățile sale comerciale principale și va identifica domeniile cu risc crescut. Colaboratorilor li se poate solicita să contribuie la aceste evaluări ale riscurilor de corupție sau acte similare.

A fost numit un director de conformitate, dl. Franck Lavalloir, director general adjunct al grupului.

Directorul de conformitate va verifica eficacitatea și va examina aplicarea acestei politici, examinând regulat caracterul adecvat și eficacitatea acesteia. Orice îmbunătățiri identificate vor fi realizate cât mai repede posibil. Sistemele și procedurile de control intern vor face obiectul auditurilor periodice cu scopul de a ne asigura că sunt eficiente în lupta împotriva corupției.

Sunteți bine veniți să aduceți comentarii cu privire la acest Cod de Conduită și să sugerați modalități de a-l îmbunătăți. Comentariile, sugestiile și întrebările trebuie adresate dlui Franck Lavalloir la adresa de e-mail: complianceofficer@circet.com cu subiectul „**sugestii privind Codul de Conduită**”.

INHOUD

1	Bericht van de voorzitter	64
2	De nationale en internationale juridische context.....	65
3	Doel en toepassing	65
4	DEFINITIES	66
5	Corruptie voorkomen is een zaak van ons allen.....	68
6	Cadeaus en uitnodigingen	68
7	Het meldingsinstrument.....	70
8	Communicatie en training van de medewerkers	71
9	Actualisering van de risico's	71

1 BERICHT VAN DE CEO



De Circet-groep is actief in Frankrijk en diverse andere landen en steunt daarbij op een geheel van normen, waarden, principes, regels, standaarden en richtlijnen dat een respectvol gedrag tegenover mens en milieu, maar ook een ethische handelswijze moet waarborgen

In deze Gedragscode worden de beginselen uiteengezet die moeten worden toegepast ter preventie van corruptie en beïnvloedingspraktijken zodat deze waarden worden gerespecteerd. Dit document geeft onze verbintenissen en verwachtingen weer ten aanzien van elk van onze medewerkers, zowel intern als extern, en dient als referentie voor alle personen die in naam van onze groep werken.

De Circet-groep verbiedt altijd en overal elke vorm van corruptie en beïnvloedingspraktijken, zowel door de eigen werknemers als door de agenten of handelspartners die namens en voor de groep handelen, waarbij het niet uitmaakt of het om aanbieden of ontvangen gaat. Het is niet alleen de bedoeling dat iedere medewerker van de groep zich onberispelijk gedraagt, maar ook dat er een nultolerantiebeleid wordt gevoerd ten aanzien van corruptie in het kader van om het even welke activiteit van de groep, in Frankrijk en in andere landen.

De leidinggevenden van de groep worden geacht deze Gedragscode te verspreiden en ervoor te zorgen dat de waarden en principes worden gerespecteerd.

Het uitvoerend comité en ikzelf rekenen erop dat eenieder van u deze Code zal toepassen bij de activiteiten van onze groep en zo onze strijd tegen corruptie en beïnvloedingspraktijken zal steunen.

Philippe LAMAZOU, CEO

2 DE NATIONALE EN INTERNATIONALE JURIDISCHE CONTEXT

De strijd tegen corruptie gaat verder dan de grenzen van afzonderlijke landen: zo hebben sommige landen wetten aangenomen die extraterritoriale werking hebben, d.w.z. die buiten hun eigen grenzen van toepassing zijn.

Dat is het geval in Frankrijk, met de wet over transparantie, corruptiebestrijding en modernisering van de economie, de zogenaamde ‘Wet Sapin II’, die op 1 juni 2017 van kracht werd en geldt voor overtredingen begaan in Frankrijk en/of andere landen. Met Sapin II toont Frankrijk duidelijk aan dat het corruptie en beïnvloedingspraktijken binnen en buiten Frankrijk wil bestrijden. De grote ondernemingen ondersteunen deze strijd als nationale en internationale spelers door preventieve maatregelen te nemen.

Dat gebeurt ook in andere landen: sommige landen hebben anti-corruptiewetgeving aangenomen die verder rijkt dan hun grondgebied, zoals de Verenigde Staten en Groot-Brittannië:

- In de Verenigde Staten: de *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) van 1977: deze wet is van toepassing op onderdanen of inwoners van de Verenigde Staten, maar ook op rechtspersonen of natuurlijke personen die communicatiemiddelen gebruiken of betalingen doen met doorvoer via de Verenigde Staten of van wie is vastgesteld dat ze betrokken zijn geweest bij een strafbaar feit;

- In Groot-Brittannië: de *United Kingdom Bribery Act* (UKBA) van 2010: deze wet omvat regels die het onder bepaalde omstandigheden mogelijk maakt buitenlandse personen te vervolgen voor feiten die in het buitenland zijn begaan, en is van toepassing op buitenlandse bedrijven die hun activiteiten geheel of gedeeltelijk in het Verenigd Koninkrijk uitoefenen.

In deze huidige Gedragscode tegen corruptie komen niet alle relevante lokale regels aan bod, die mogelijk strenger zijn. Deze Gedragscode geldt als een geheel van minimale basisregels. Als lokale regelgeving strenger is dan de bepalingen in deze Gedragscode, geldt de lokale regelgeving.

3 DOEL EN TOEPASSING

De groep tolereert geen enkele vorm van corruptie. Elke werknemer en ieder die verbonden is met de groep moet zich onberispelijk gedragen en de Gedragscode naleven. Dat geldt voor alle leidinggevenden, bestuurders, vast personeel (werknemers met een vast contract) en tijdelijk personeel (stagiaires, contracten van bepaalde duur, beroepsopleidingscontracten, uitzendkrachten, onderaannemers die in naam van of voor de Groep optreden) van de groep (hierna ‘medewerkers’ genoemd).

Dit beleid tegen corruptie en beïnvloedingspraktijken is erop gericht alle medewerkers van de groep een kader te bieden voor het gedrag dat ze zich bij hun activiteiten en dagelijkse werkzaamheden moeten aanmeten of juist moeten vermijden omdat het beschouwd zou kunnen worden als corruptie of beïnvloedingspraktijken. De Code moet een leidraad zijn voor alle medewerkers van de groep door hen duidelijk te maken wat verstaan wordt onder gewenst gedrag en door uit te leggen hoe medewerkers conform die principes moeten handelen.

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE

Medewerkers mogen onder geen enkel voorwendsel steekpenningen aanbieden, beloven of geven, en geen enkele medewerker mag steekpenningen vragen, accepteren of ontvangen. Elke medewerker die zelf dergelijk gedrag vaststelt tijdens activiteiten voor de onderneming moet dat onmiddellijk melden aan zijn of haar direct leidinggevende.

Niet-naleving van deze Gedragscode door een medewerker van de groep kan worden bestraft met disciplinaire maatregelen, inclusief ontslag, zoals beschreven in het interne reglement van elke entiteit van de groep waar die persoon onder valt. Er kunnen burgerrechtelijke of strafrechtelijke sancties worden opgelegd. Daarnaast kunnen ook bestuursbevoegdheden worden ingetrokken.

Elke medewerker van de groep, zijn dochterondernemingen en elke gemeenschappelijke onderneming of gemeenschap van personen die onder het beheer van de groep valt, moet deze Gedragscode naleven.

Alle verbonden personen, inclusief onderaannemers of consultants en hun personeel, die ons vertegenwoordigen of diensten verlenen namens of voor de groep, door uitbesteding van diensten, processen of zakelijke activiteiten, moeten in overeenstemming met de Gedragscode handelen bij hun activiteiten namens of voor de groep. Onderaannemers en consultants worden geïnformeerd over de Gedragscode zoals die geldt voor ons personeel in hun relaties met hen.

4 DEFINITIES



Corruptie

Er is sprake van corruptie wanneer aan iemand een financieel of ander voordeel wordt aangeboden, beloofd of gegeven om hem of haar ertoe aan te zetten zijn plichten of activiteiten ongeoorloofd te vervullen, of om hem of haar daarvoor te belonen. Er kan ook sprake zijn van corruptie wanneer iemand ergens om vraagt of iets gewoon accepteert: dan spreken we van passieve corruptie.

Voorbeeld van actieve corruptie: een volledig betaalde, *all-inclusive* reis aanbieden aan een klant en zijn gezin om een contract met die klant binnen te halen.

Voorbeeld van passieve corruptie: een onderaannemer een tankkaart met een maandelijks tegoed van € 50 vragen of dit aanbod van hem accepteren om hem en niet een ander te kiezen voor een opdracht.

Een daad van corruptie kan:

- actief of passief zijn;
- worden begaan door of met een overheidsfunctionaris of een particulier;
- direct door een medewerker of via een tussenpersoon worden gesteld.

Sommige handelingen of gedragingen hangen samen met corruptie en worden volgens de meeste lokale wetgevingen beschouwd als op zichzelf staande overtredingen. Dat is bijvoorbeeld het geval bij beïnvloedingspraktijken, belangenconflicten of faciliterende betalingen.

Beïnvloedingspraktijken

Beïnvloedingspraktijken zijn vergelijkbaar met corruptie, met dit verschil dat er gebruik wordt gemaakt van de invloed die een publieke persoon (in ruime zin) heeft om een beslissingsbevoegde een bepaalde beslissing te laten nemen.

Voorbeeld van beïnvloedingspraktijken: een cadeau van een aanzienlijke waarde aanbieden aan een plaatselijke overheidsfunctionaris zodat hij zijn invloed aanwendt om een aanbesteding te winnen.

Belangenconflict

Er is sprake van een belangenconflict wanneer het persoonlijke belang van een medewerker zijn of haar beslissing kan beïnvloeden en de belangen van de groep kan schaden doordat het de onafhankelijke, onpartijdige en objectieve uitvoering van zijn/haar taken belemmert.

Voorbeeld van een belangenconflict: de uitvoerder die een bedrijf te veel laat factureren voor een voor de groep geleverde dienst en in ruil daarvoor persoonlijke voordelen krijgt of geld ontvangt.

Faciliterende betaling

Dit betreft de betaling van kleine, niet-officiële bedragen om procedures te faciliteren.

Voorbeeld van een faciliterende betaling: een onderaannemer vraagt kleine bedragen om bepaalde diensten te verlenen, of een bouwondernemer geeft kleine bedragen aan een gemeenteambtenaar om makkelijker een vergunning te krijgen.


Dit is verboden in Frankrijk en in vele andere landen: medewerkers mogen niet accepteren dat er faciliterende betalingen worden gedaan.

Donaties en sponsoring

Bij donaties gaat het om financiële of materiële steun voor activiteiten met een algemeen nut, zonder dat een tegenprestatie wordt verlangd. Sponsoring is vergelijkbaar, met dit verschil dat de sponsor in ruil voor de bijdrage commerciële zichtbaarheid krijgt.

Dat is toegestaan mits de relevante lokale wetgeving wordt gerespecteerd, de bijdrage vooraf is goedgekeurd door de directie en de donatie of sponsoring niet kan beschouwd worden als een dekmantel voor corruptie of beïnvloedingspraktijken of iets dergelijks.

5 CORRUPTIE VOORKOMEN IS EEN ZAAK VAN ONS ALLEN



Nultolerantie
ipv
zerotolerance

De groep verwacht van al zijn medewerkers dat zij door hun gedrag en besluitvorming blijk geven van hun engagement om alle toepasselijke regels op het gebied van preventie en bestrijding van corruptie en beïnvloedingspraktijken na te leven.. De interne regels in deze gids zijn de minimale verplichte regels.

Bij overtreding van deze Gedragscode tegen corruptie kan de betreffende persoon worden bestraft met de tuchtmaatregelen waarin het interne beleid van de juridische afdeling, of enig gelijkwaardig document, voorziet.

6 CADEAUS EN UITNODIGINGEN

Cadeaus en uitnodigingen maken deel uit van de gebruikelijke zakelijke praktijken en moeten aan bepaalde regels voldoen om misbruik te voorkomen dat kan leiden tot corruptie en beïnvloedingspraktijken.

In het algemeen mogen cadeaus of diensten die een werknemer, leidinggevende of vertegenwoordiger van een entiteit van de groep aanbiedt, nooit een waarde overschrijden die de ontvanger niet zou kunnen terugbetalen, mocht hij daartoe verzocht worden. Een cadeau of uitnodiging mag nooit worden gegeven om een beslissing te beïnvloeden. In het algemeen geldt dat we bij cadeaus en uitnodigingen ons gezonde verstand moeten gebruiken en rekening moeten houden met de omstandigheden. Elke medewerker moet waakzaam zijn.

Er moet niet alleen worden gecontroleerd of het cadeau of de uitnodiging toegestaan is op grond van de Gedragscode, maar ook of ze zijn toegestaan op grond van de relevante lokale wetgeving.

Aandachtspunten: wees alert op de volgende signalen:

- Cadeaus mogen nooit in het geheim worden aangeboden. ✘
- Er mag nooit geld als cadeau worden aangeboden.
- Bij het aanbieden van een cadeau moet rekening worden gehouden met de economische situatie van de ontvanger en mag de waarde nooit hoger zijn dan wat de ontvanger zou kunnen terugbetalen.
- Bied nooit cadeaus aan wanneer u een offerte indient voor een opdracht of tijdens om het even welke fase van een aanbestedingsprocedure of tender.
- Entertainment, zoals een uitnodiging voor een diner, moet in overeenstemming zijn met de economische situatie van de ontvanger en moet in een moreel aanvaardbare context plaatsvinden.
- Reizen en zakelijke verplaatsingen moeten altijd een legitiem zakelijk doel hebben, mogen geen privé-karakter hebben en mogen nooit in het geheim worden aangeboden.

Voorbeelden

Een klant nodigt u uit voor een feest ter ere van de 50^e verjaardag van zijn bedrijf. Er zijn ook beroepsgenoten van u uitgenodigd, evenals ambtenaren. *Mag u de uitnodiging accepteren?*



JA: vertel het wel aan uw leidinggevende en bewaar een deelnamebewijs voor het geval er vragen over komen.

Illustraties

In de aanloop naar de feestdagen wil een leverancier u een envelop met contanten geven. *Mag u dit cadeau aannemen?*



NEE: geld mag niet worden aangeboden als cadeau.


Illustraties

Een onderaannemer biedt u een tankkaart met een maandelijks tegoed in ruil voor het toekennen van een contract. *Mag u dit cadeau aannemen?*



NEE: net als in het voorbeeld van passieve corruptie maakt het feit dat deze cadeaukaart wordt aangeboden door een onderaannemer het gebaar onaanvaardbaar.

7 KLOKKENLUIDERSMECHANISME




**Wat doe ik als ik
getuige ben van
corruptie?**

Elke medewerker wordt aangemoedigd gevallen van corruptie, beïnvloedingspraktijken of vergelijkbare feiten waar hij of zij persoonlijk getuige van is geweest, zo snel mogelijk te melden aan zijn of haar direct leidinggevende of aan de werkplaats-/contractverantwoordelijke (voor externe medewerkers). Het is van belang de verantwoordelijke persoon zo snel mogelijk te waarschuwen.

Elke melding van die aard zal snel en grondig worden onderzocht. Meldingen moeten te goeder trouw en belangeloos worden gedaan.

Als de feiten waarvan u uit eigen waarneming kennis heeft betrekking hebben op uw leidinggevende of de werkplaatschef/contractverantwoordelijke (voor externe medewerkers), kunt u contact opnemen met de compliance-officer (zie deel 7).



**En als het om
mijn
leidinggevende
gaat?**

Er is ook een link op de website van de groep om genoemde feiten waarvan de medewerker uit eigen waarneming kennis heeft door te geven.

Medewerkers en betrokken personen moeten hun medewerking verlenen aan elk onderzoek naar vermeende corruptiepraktijken.

Medewerkers die worden verdacht van corruptie, beïnvloedingspraktijken of vergelijkbare acties kunnen gedurende het onderzoek op non-actief worden gesteld. De entiteit zal disciplinaire maatregelen treffen wanneer de corruptie, beïnvloeding of vergelijkbare actie bewezen is, tot en met ontslag van de medewerker.

De entiteit van de groep kan de contracten van elke betrokken persoon opzeggen, ook van consultants of andere betrokkenen die namens of voor de entiteit handelen en van wie vaststaat dat ze deze Gedragscode hebben overtreden.

De entiteit kan problemen ook melden bij de bevoegde autoriteiten. De entiteit biedt alle nodige ondersteuning aan de bevoegde autoriteiten voor een eventuele vervolging.

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE

De entiteit verplicht zich ertoe te voorkomen dat een melding die te goeder trouw en belangeloos is gedaan de klokkenluider blootstelt aan disciplinaire sancties, ook als achteraf de feiten niet blijken te kloppen of er geen vervolg aan wordt gegeven. Wanneer echter de melding te kwader trouw is gedaan met de bedoeling om iemand te schaden, dan wordt de klokkenluider onderworpen aan tuchtmaatregelen en indien van toepassing gerechtelijke vervolging.

KLOKKENLUIDER

Samenvattend kan de melder, of klokkenluider, niet strafrechtelijk verantwoordelijk worden gehouden voor de openbaarmaking van feiten wanneer:

- het gaat om een melding op eigen naam, als natuurlijke persoon; een rechtspersoon, dus bijvoorbeeld een bedrijf, kan geen gebruik maken van dit instrument;
- de melder uit eigen waarneming kennis van de feiten heeft gekregen;
- de melder te goeder trouw is;
- de melder geen belang heeft bij de onthulling van de feiten.



Dit zijn de minimaal geldende regels. Sommige entiteiten kunnen specifiekere regels hebben.

8 COMMUNICATIE EN TRAINING VAN DE MEDEWERKERS

Deze Gedragscode wordt onder de medewerkers verspreid om het anticorruptiebeleid van de groep breed bekend te maken. Van elke medewerker wordt verwacht dat hij/zij kennis neemt van de Gedragscode en van hetgeen als ontoelaatbaar gedrag wordt gezien en dat hij/zij deelneemt aan trainingen die binnen zijn of haar entiteit worden georganiseerd.

9 ACTUALISERING VAN DE RISICO'S

De groep heeft gedetailleerde procedures voor risicomanagement uitgewerkt om corruptie of beïnvloedingspraktijken te voorkomen, te detecteren en te verbieden. De groep zal regelmatig

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE

risicoanalyses uitvoeren voor alle belangrijke handelsactiviteiten en daarbij bepalen op welke gebieden er grote risico's zijn. Er kan aan de medewerkers worden gevraagd een bijdrage te leveren aan die risicoanalyses voor corruptie of vergelijkbare handelingen.

We hebben een speciale compliance-officer benoemd: de heer Franck Lavalloir, plaatsvervangend algemeen directeur van de groep.

De compliance-officer zal de effectiviteit van dit beleid controleren en zal de implementatie ervan onderzoeken door regelmatig de afstemming en werking te beoordelen. Elk geconstateerd punt van verbetering zal zo snel mogelijk worden verwerkt. De interne controlesystemen en -procedures zullen regelmatig worden gecontroleerd om de effectiviteit ervan in de strijd tegen corruptie te waarborgen.

We stellen het op prijs als u opmerkingen bij deze Gedragscode meldt en het ons laat weten als u mogelijkheden tot verbetering ziet. Uw opmerkingen, suggesties en vragen kunt u richten aan Franck Lavalloir via het volgende e-mailadres: *Complianceofficer@circet.com*, met vermelding van **Suggestie Gedragscode** in de onderwerpregel.

SOMMARIO

1	La parola al Presidente	73
2	Il contesto giuridico nazionale e internazionale.....	Erreur ! Signet non défini.
3	Oggetto e applicazione.....	Erreur ! Signet non défini.
4	Definizioni.....	76
5	La prevenzione della corruzione è un impegno che riguarda tutti	78
6	Regali e inviti	78
7	Il meccanismo di segnalazione	80
8	Comunicazione e formazione dei collaboratori	81
9	Aggiornamento dei rischi	82

1 LA PAROLA AL PRESIDENTE

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE



Il gruppo Circet opera in Francia e all'estero basandosi su un bagaglio di valori, principi, norme, regole, standard e direttive che mirano ad assicurare un comportamento rispettoso nei confronti delle persone e dell'ambiente ma anche a garantire lo svolgimento delle sue attività in modo etico.

Il presente Codice di condotta definisce i principi da osservare in materia di prevenzione della corruzione e del traffico di influenze per rispettare tali valori nell'ambito delle nostre attività. Esso rappresenta i nostri impegni e le nostre aspettative verso tutti i collaboratori, interni o esterni, e funge da riferimento per chiunque lavori per conto del gruppo.

Il gruppo Circet vieta qualunque forma di corruzione o traffico di influenze, attiva o passiva, in qualsiasi luogo operi, per i suoi dipendenti così come per qualunque agente o partner commerciale che agisca a suo nome e per suo conto. Da parte di ciascun collaboratore del gruppo, si tratta non solo di adottare un comportamento irreprensibile, bensì anche di promuovere un clima di tolleranza zero verso la corruzione nello svolgimento delle proprie attività, in Francia e all'estero.

La diffusione di questo Codice di condotta e dei valori e principi che esso incarna è responsabilità di tutti i manager del gruppo, per garantire che venga rispettato.

Il Comitato esecutivo e io stesso contiamo su ognuno di voi affinché applichiate il Codice di condotta nell'ambito delle nostre attività, promuovendo così la politica di lotta contro la corruzione e il traffico di influenze.

Philippe LAMAZOU, Presidente

2 IL CONTESTO GIURIDICO NAZIONALE E INTERNAZIONALE

La lotta contro la corruzione va ben oltre i singoli confini nazionali: proprio per questo alcuni paesi hanno adottato leggi che producono effetti extraterritoriali, vale a dire che si applicano al di là delle rispettive frontiere.

È il caso della Francia, ad esempio, con la legge sulla trasparenza, la lotta alla corruzione e la modernizzazione dell'economia, nota come "Sapin II", entrata in vigore il 1° giugno 2017 e applicabile ai reati commessi in Francia o all'estero. Con la legge Sapin II, la Francia dimostra chiaramente la propria volontà di contrastare la corruzione e il traffico di influenze all'interno del paese e all'estero. Le imprese, in quanto attori nazionali e internazionali, partecipano attivamente a questa lotta attuando misure preventive.

Lo stesso discorso vale anche a livello internazionale: alcuni paesi hanno infatti emanato leggi anticorruzione con ambito di applicazione extraterritoriale, come gli Stati Uniti o la Gran Bretagna:

- Stati Uniti: "*Foreign Corrupt Practices Act*" (FCPA) del 1977: questa legge si applica ai cittadini o ai residenti degli Stati Uniti, ma anche alle persone giuridiche o fisiche che utilizzino mezzi di comunicazione o di pagamento che comportano il transito attraverso gli Stati Uniti o che, secondo quanto stabilito, siano state coinvolte in un reato;

- Gran Bretagna: "*United Kingdom Bribery Act*" (UKBA) del 2010: questa legge contiene norme che consentono, a determinate condizioni, di perseguire soggetti esteri per atti commessi all'estero ed è applicabile a società estere che esercitano la loro attività, in tutto o in parte, nel Regno Unito.

Il presente Codice di condotta anticorruzione non passa in rassegna tutte le normative locali applicabili, che potrebbero essere più restrittive. Esso si applica a titolo di regola minima. Qualora le normative locali fossero più restrittive delle disposizioni del presente Codice, prevarranno le prime.

3 OGGETTO E APPLICAZIONE

Il gruppo non tollererà alcuna forma di corruzione. Qualunque dipendente e individuo associato al gruppo deve tenere un comportamento irreprensibile e rispettare il Codice di condotta. Esso si applica a tutti i dirigenti, mandatari sociali, dipendenti fissi (a tempo indeterminato) e occasionali (tirocinanti, personale a tempo determinato, contratti di apprendistato professionalizzante, lavoratori temporanei, prestatori che agiscono in nome o per conto del Gruppo) del gruppo (di seguito il/i "Collaboratore/i").

Questa politica di lotta contro la corruzione e il traffico di influenze mira a fornire a tutti i Collaboratori del gruppo un quadro di riferimento da osservare per lo svolgimento delle loro attività e i comportamenti quotidiani da adottare, così come quelli da evitare, in quanto possono costituire episodi di corruzione o traffico di influenze. Esso dovrebbe fungere da guida per tutti i collaboratori del gruppo, fornendo loro una serie di indicazioni sulle pratiche richieste e illustrando come agire in modo conforme a questi principi.

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE

Nessun Collaboratore può offrire, promettere o elargire tangenti, per qualunque motivo. Allo stesso modo, nessun Collaboratore può chiedere, accettare o ricevere tangenti. Qualsiasi Collaboratore che venga personalmente a conoscenza di comportamenti simili nello svolgimento delle attività aziendali deve segnalarlo immediatamente al proprio responsabile gerarchico.

Qualsiasi violazione del presente Codice di condotta da parte di un Collaboratore del gruppo può tradursi in azioni disciplinari fino alla cessazione del rapporto di lavoro, come descritto nelle normative interne di ciascuna entità del gruppo di appartenenza e, se del caso, la rimozione dai mandati sociali, ferme restando eventuali sanzioni di natura civile o penale.

Tutti i Collaboratori del gruppo, delle sue controllate e di qualsiasi joint venture o società di persone sotto il controllo del gruppo devono attenersi al presente Codice di condotta.

Tutte le persone associate, compresi appaltatori o consulenti e il loro personale, che fungono da nostri agenti o prestano servizi in nome o per conto del gruppo, attraverso l'esternalizzazione di servizi, processi o attività commerciali, saranno tenuti ad agire in conformità al Codice di condotta, sia che agiscano in nome del gruppo o per conto di esso. Gli appaltatori o i consulenti saranno informati dell'esistenza del Codice di condotta e della sua applicazione ai membri del nostro personale nelle relazioni tra loro e i suddetti.

4 DEFINIZIONI



Corruzione

La corruzione ha luogo quando a una persona vengono offerti, promessi o elargiti vantaggi finanziari o di altro tipo per incoraggiarla a svolgere la sua funzione o le sue attività in modo inappropriato o a titolo di ricompensa per avere agito in tal senso. La corruzione può altresì consistere nel fatto di sollecitare o semplicemente accettare tali comportamenti; in tal caso è definita passiva.

Esempio di corruzione attiva: offrire un invito *all inclusive* per un viaggio completamente pagato a un cliente e alla sua famiglia al fine di ottenere un contratto con tale cliente.

Esempio di corruzione passiva: chiedere a un subappaltatore o accettare dallo stesso una carta carburante mensile da 50 € per scegliere tale appaltatore piuttosto che un altro.

Un atto di corruzione può essere:

- attivo o passivo;
- commesso da o con un agente pubblico o un privato cittadino;
- commesso direttamente da un Collaboratore o tramite un intermediario.

Alcuni atti o comportamenti sono correlati alla corruzione, pur essendo considerati reati a pieno titolo ai sensi della maggior parte delle leggi locali. È il caso, ad esempio, del traffico di influenze, del conflitto di interessi o dei pagamenti di facilitazione.

Traffico di influenze

Il traffico di influenze è assimilabile all'atto di corruzione, con la differenza che consiste nel servirsi dell'influenza di cui dispone un pubblico ufficiale (in senso ampio) per spingere un altro soggetto a prendere una decisione.

Esempio di traffico di influenze: offrire un regalo di valore non trascurabile a un rappresentante di un ente territoriale affinché utilizzi la sua influenza per guadagnare quote di mercato.

Conflitto di interessi

Sussiste un conflitto di interessi quando l'interesse personale di un Collaboratore rischia di influenzarne le decisioni e di interferire con gli interessi del gruppo intralciando l'esercizio indipendente, imparziale e obiettivo delle sue funzioni.

Esempio di conflitto di interessi: un responsabile di cantiere che permetta a un fornitore di fatturare un importo superiore alla norma a fronte di un servizio reso per il gruppo, ottenendo in cambio benefici personali o una restituzione di denaro.

Pagamento di facilitazione

Si tratta del pagamento di piccole somme, versate in modo non ufficiale, per facilitare determinate procedure.

Esempio di pagamento di facilitazione: un fornitore di servizi chiede il versamento di piccole somme per garantire l'esecuzione di servizi ovvero il versamento di piccole somme a un impiegato comunale per ottenere un'autorizzazione più facilmente.

Queste azioni sono vietate in Francia e in molti paesi: i Collaboratori non devono accettare di versare pagamenti di facilitazione.

Patrocinio e sponsorizzazione (sponsoring in inglese)

Il patrocinio consiste nel fornire sostegno (finanziario o materiale) al servizio di una causa di interesse generale senza contropartita; la sponsorizzazione si distingue invece per la presenza di una contropartita, spesso una visibilità con un interesse commerciale.

Tali pratiche sono consentite a condizione che siano conformi alle leggi locali applicabili, siano state previamente autorizzate dalla direzione e non servano a mascherare atti di corruzione, traffico di influenze o comportamenti simili.

5 LA PREVENZIONE DELLA CORRUZIONE E UN IMPEGNO CHE RIGUARDA TUTTI



Il gruppo si aspetta che ciascuno dei suoi Collaboratori rifletta, attraverso il suo comportamento e il processo decisionale, l'impegno a osservare tutte le norme applicabili in materia di prevenzione e lotta contro la corruzione e il traffico di influenze. Le regole interne descritte in questa guida costituiscono un insieme di principi obbligatori minimi.

In caso di violazione del presente Codice di condotta anticorruzione, il/la colpevole può andare incontro ad azioni disciplinari ai sensi della politica interna dell'entità giuridica, o altro documento equivalente.

6 REGALI E INVITI

I regali e gli inviti fanno parte del rapporto d'affari e devono sottostare a determinate regole al fine di evitare abusi capaci di sfociare in atti di corruzione e traffico di influenze.

In generale, i regali o i servizi offerti da un dipendente, dirigente o rappresentante di un'entità del gruppo non devono mai superare un valore che il destinatario potrebbe essere portato a restituire. Il regalo o l'invito non devono essere offerti allo scopo di influenzare una decisione. In generale, bisogna dare prova di buon senso e tenere conto delle circostanze. Tutti i collaboratori hanno il dovere di essere vigili.

Oltre a garantire che la consegna del regalo o dell'invito non sia vietata dal Codice di condotta, il regalo o l'invito devono essere autorizzati dalla legge locale applicabile.

Punti di attenzione: di seguito sono riportate alcune circostanze che devono mettervi in guardia:

- I regali non devono mai essere offerti in segreto. ✘
- Non va mai offerto denaro a titolo di regalo.
- Nell'offrire un regalo, si deve sempre tenere conto della situazione economica del destinatario e un regalo non deve mai superare la capacità di rimborso del destinatario.
- Mai offrire regali quando si ha intenzione di presentare un'offerta per un appalto o in qualsiasi fase di una gara d'appalto.
- Le forme di intrattenimento, come gli inviti a cena, devono riflettere la situazione economica del destinatario e devono rientrare in un quadro morale accettabile.
- I viaggi e gli spostamenti di lavoro devono sempre avere uno scopo professionale legittimo, non devono avere carattere privato e non devono mai essere offerti in segreto.

Illustrazioni

Un'azienda cliente vi invita a un evento per celebrare il 50° anniversario della sua costituzione. Sono invitate anche altre persone dello stesso settore, come anche alcuni funzionari. *È possibile accettare l'invito?*



SÌ. È necessario informare il proprio manager e conservare una prova della partecipazione all'evento in caso di domande.

Illustrazioni

Con l'avvicinarsi del periodo natalizio, un fornitore desidera offrirvi una busta contenente una somma in contanti. *È possibile accettare questo regalo?*




NO. Non va mai offerto denaro a titolo di regalo.

Illustrazioni

Un subappaltatore vi offre una carta carburante mensile in cambio dell'aggiudicazione di un contratto. *È possibile accettare questo regalo?*

NO. Come nell'esempio di corruzione passiva, il fatto che questa carta regalo venga offerta dal subappaltatore non rende accettabile il gesto.

7 IL MECCANISMO DI SEGNALAZIONE




Se assisto a un atto di corruzione, come devo comportarmi?

Tutti i Collaboratori sono incitati a segnalare al più presto al proprio responsabile gerarchico o responsabile del sito/contratto (in caso di collaboratori esterni) eventuali fatti di cui siano personalmente a conoscenza relativi a episodi di corruzione, traffico di influenze o atti simili. È importante informarne il responsabile al più presto.

Qualsiasi segnalazione di questo tipo sarà esaminata in maniera approfondita e tempestiva. L'allarme deve essere dato in buona fede e la divulgazione deve essere disinteressata.

Se i fatti di cui il Collaboratore è venuto personalmente a conoscenza riguardano il relativo responsabile gerarchico o responsabile del sito/contratto (nel caso di collaboratori esterni), è possibile contattare il Compliance Officer (vedere la sezione 7).



E se i fatti riguardano il mio superiore gerarchico?

Sul sito web del gruppo è inoltre disponibile un link per comunicare i suddetti fatti di cui il Collaboratore è venuto personalmente a conoscenza.

I Collaboratori e le persone associate saranno tenute a collaborare a qualsiasi indagine sui presunti atti di corruzione.

I Collaboratori sospettati di corruzione, traffico di influenze o atti simili possono essere sospesi dalle loro funzioni per l'intera durata dell'indagine. Qualora l'atto di corruzione, traffico di influenze o comportamento simile fosse appurato, l'entità farà ricorso alle proprie procedure disciplinari, che possono arrivare fino al licenziamento.

L'entità del gruppo può risolvere i contratti di qualsiasi persona associata, inclusi i consulenti o altre persone associate che agiscono in nome o per conto dell'entità, che abbia dimostrabilmente violato il presente Codice di condotta.

CODICE DI CONDOTTA – ANTICORRUZIONE

L'entità può altresì segnalare eventuali problemi alle autorità competenti. L'entità fornirà tutta l'assistenza necessaria alle autorità competenti per eventuali azioni penali successive.

L'entità si impegna affinché la segnalazione fatta in buona fede e in maniera disinteressata non esponga l'autore della stessa ad azioni disciplinari, anche qualora i fatti si rivelassero successivamente inesatti o non dessero luogo ad alcuna azione. Al contrario, in caso di malafede caratterizzata dall'intenzione di nuocere, l'autore di una segnalazione impropria può andare incontro ad azioni disciplinari e, se necessario, a procedimenti giudiziari.

INVIO DI UNA SEGNALAZIONE

In sintesi, chi segnala un illecito non può essere ritenuto penalmente responsabile della divulgazione di fatti laddove sussistano le seguenti condizioni:

- deve trattarsi di una segnalazione fatta a proprio nome in qualità di persona fisica; al contrario, le persone giuridiche (ad esempio le società) non possono avvalersi di questo sistema di segnalazione;
- l'autore è venuto personalmente a conoscenza dei fatti;
- è in buona fede;



Queste regole si applicano come standard minimo. Alcune entità possono prevedere regole più specifiche.

8 COMUNICAZIONE E FORMAZIONE DEI COLLABORATORI

Il presente Codice di condotta viene comunicato ai Collaboratori al fine di promuovere la politica di lotta contro la corruzione del gruppo. Tutti i Collaboratori sono chiamati a prendere visione del Codice di condotta e dei comportamenti da evitare nonché a partecipare ai corsi di formazione organizzati dall'entità di appartenenza.

9 AGGIORNAMENTO DEI RISCHI

Il gruppo ha definito procedure dettagliate di gestione dei rischi per prevenire, individuare e vietare la corruzione o il traffico di influenze. Il gruppo effettuerà valutazioni periodiche dei rischi per ciascuna delle sue principali attività commerciali e identificherà le aree ad alto rischio. I Collaboratori possono essere chiamati a contribuire a queste valutazioni dei rischi di corruzione o atti simili.

Franck Lavalloir, direttore generale delegato del gruppo, è stato nominato Compliance Officer.

Il Compliance Officer vigilerà sull'efficacia ed esaminerà l'attuazione di questa politica, valutandone periodicamente l'adeguatezza e l'efficacia. Eventuali miglioramenti identificati verranno apportati al più presto. I sistemi e le procedure di controllo interno saranno sottoposti a controlli regolari per garantirne l'efficacia nella lotta contro la corruzione.

Siete invitati a esprimere le vostre osservazioni sul Codice di condotta e a suggerire miglioramenti. Eventuali osservazioni, suggerimenti e domande devono essere trasmesse a Franck Lavalloir al seguente indirizzo e-mail: complianceofficer@circet.com, indicando nella riga dell'Oggetto: **"Suggerimento Codice di condotta"**.